

01 /2018

RLS RESEARCH PAPERS ON PEACE AND CONFLICT STUDIES
IN WEST AND CENTRAL AFRICA
TRANSLATED INTO FRENCH



**Le statu quo
tragique mais
persistant du
Mali**

Alex Thurston

Table des matières

3	Remerciements
4	A propos de l'auteur
5	Abréviations
7	Glossaire des acteurs clés
8	Résumé
13	Introduction
16	Première partie: La politique qui favorise et encourage la violence
16	Une classe politique scotchée à Bamako
20	Attrition et ambition dans le Nord
32	Djihadisme révolutionnaire et la violence inter-ethnique dans les régions centrales
40	Deuxième partie : Défaillances des cadres de paix et de stabilité existants
40	Un processus de paix paradoxal
43	Un bourbier pour les forces étrangères
47	Une atmosphère d'accusations
51	Recommandations
54	Conclusion

Remerciements

Je remercie la Fondation Rosa Luxemburg, et en particulier Armin Osmanovic, d'avoir commandité ce rapport et d'avoir financé la recherche sur le terrain qui en est la base. Je remercie l'Université de Georgetown pour son soutien additionnel à la recherche sur le terrain. Ce rapport a été rédigé alors que j'étais boursier au Wilson Center, et je remercie mes deux assistants de recherche, Naomi Sand et Pierre Philipps, pour leurs recherches et leurs idées sur diverses questions relatives au Mali.

Il convient également de remercier Alexis Arieff pour les nombreux commentaires incisifs qu'il a formulés sur un projet de rapport, bien que toutes les erreurs soient les miennes. Enfin, je remercie les nombreuses personnes interrogées qui ont gracieusement offert leurs services.

A propos de l'auteur

Alex Thurston est professeur adjoint invité à l'Université de Miami dans l'Ohio, ayant été nommé conjointement en Sciences Politiques et Religion Comparative. Il est titulaire d'un doctorat en études religieuses de la Northwestern University et d'une maîtrise en études arabes de la Georgetown University. Ses principales publications incluent le salafisme au Nigeria: Islam, Preaching and Politics (Cambridge University Press, 2016) et Boko Haram: The History of an African Jihadist Movement (Princeton University Press, 2017). Il écrit fréquemment pour son site Web, Sahel Blog, et pour d'autres médias.

Abréviations

- AQMI – Al-Qaida au Maghreb islamique, une organisation algérienne affiliée à Al-Qaida, anciennement connue sous le nom de Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), fondée en 1998
- CJA – Congrès pour la justice dans l’Azawad, une milice basée à Tombouctou avec des transfuges du MNLA comme chefs principaux
- CMA – Coordination des mouvements de l’Azawad, un organisme de coordination des ex-rebelles et des anciens djihadistes formé en 2014 ; un organisme signataire de l’Accord d’Alger de 2015
- CME – Coordination des mouvements de l’entente, un groupe de coordination créé en 2017 pour les milices dissidentes qui ont quitté la CMA et la Plateforme
- EIGS – L’Etat Islamique au Grand Sahara, une ramification indirecte d’AQMI créée en 2015
- GATIA – Groupe autodéfense touareg Imghad et allies, une milice progouvernementale formée en 2014 et membre dirigeant de la Plateforme, organisme de coordination des milices progouvernementales/anti-sécession et signataire de l’Accord d’Alger de 2015
- HCUA – Haut conseil pour l’unité de l’Azawad, une faction politico-militaire touareg formée en 2013 et dirigée par d’anciens membres d’Ansar al-Din ; un pilier clé de la CMA
- JNIM – Jama’at Nusrat al-Islam wa-l-Muslimin (Groupe de soutien à l’Islam et aux Musulmans), une alliance djihadiste malienne formée en 2017 dans le cadre de la hiérarchie d’AQMI
- MINUSMA - Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, une force de maintien de la paix déployée au Mali depuis 2013
- MNLA - un mouvement séparatiste formé en 2011 ; d’abord acteur clé de la rébellion du nord du Mali en 2012, le MNLA fait désormais partie de la CMA

- MOC - une structure de sécurité dans les villes du nord du Mali créée par l'Accord d'Alger.
- MSA – Mouvement pour le Salut de l'Azawad, un groupe dissident du MNLA, et une milice pro-gouvernementale, formé en 2016
- MUJAO – Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest, une branche d'AQMI qui a finalement été réintégrée dans JNIM de manière détournée

Glossaire des principaux acteurs

Les politiciens basés à Bamako

Cissé, Soumaïla - finaliste aux élections présidentielles de 2002, 2013 et 2018

Diallo, Ali Nouhoum - ancien président de l'Assemblée nationale et "doyen" de la société civile peule à Bamako

Keïta, Ibrahim Boubacar - Président du Mali depuis 2013

Maïga, Soumeylou Boubèye - Premier ministre du Mali de 2017 à 2019, ancien Ministre de la Défense

Touré, Amadou Toumani - Responsable du coup d'Etat militaire de 1991 et Président du Mali, 2002-2012

Les politiciens touaregs Ifoghas

Ag Achérif, Bilal – leader éminent du MNLA

Ag Attaher, Intalla – aménokal de longue date (souverain héréditaire suprême) du Kel Adagh

Ag Bibi, Ahmada – ancien haut fonctionnaire d'Ansar al-Din, actuellement CMA et député parlementaire d'Abeïbara

Ag Ghali, Iyad – commandant actuel de la JNIM, ancien chef des rébellions de 1990 et 2006

Ag Intalla, Alghabass – ancien haut fonctionnaire d'Ansar al-Din, devenu CMA

Ag Intalla, Mohammad – actuel aménokal et député parlementaire de Tin-Essako

Autres politiciens et commandants de milice du Nord

Ag Acharatoumane, Moussa – ancien militant du MNLA et dirigeant actuel du MSA, un Daoussak.

Ag Gamou, El Hajj – dirigeant actuel du GATIA, un Imghad Touareg

D'éminents djihadistes non touaregs

Abu al-Hammam, Yahya – De nationalité algérienne et commandant d'AQMI, adjoint d'Ag Ghali au sein du JNIM

Abu Zayd, 'Abd al-Hamid – ressortissant algérien et commandant d'AQMI tué par les forces françaises en 2013

Kouffa, Amadou – Haut dirigeant de JNIM basé à Mopti

Résumé

La nation ouest-africaine du Mali est en crise depuis 2012. Cette année-là, une rébellion séparatiste du Nord menée par des membres du groupe ethnique touareg a déclenché une série d'événements dont les répercussions se font encore sentir aujourd'hui. Le pays est actuellement plongé dans un contexte houleux de milices aux colorations ethniques, d'insurrection djihadiste dans le nord et d'insécurité généralisée à plusieurs niveaux (dont le djihadisme, le banditisme et la violence inter-communautaire) dans les régions du Centre, Mopti et Ségou. Ces tendances s'inspirent de l'histoire plus vaste de la rébellion et des conflits au Mali, surtout depuis les années 1990.

Ce rapport se penche sur la question suivante : pourquoi, dans un contexte de crise au Mali, le statu quo politique persiste-t-il, tant à Bamako que dans les zones de conflit du pays ? Pour répondre à cette question, l'auteur examine deux facteurs fondamentaux : les politiques qui favorisent et encouragent la violence et les failles qui entravent les cadres existants pour la paix et la stabilité.

Le rapport présente deux arguments interdépendants. Premièrement, le conflit armé au Mali profite à certains politiciens et ne menace généralement pas la survie ou les intérêts de nombreux autres politiciens. Il est quasi certain que l'État central préférerait mettre fin au conflit, mais ses moyens limités l'en empêchent. Ainsi, les autorités centrales cherchent des moyens de gérer et de façonner la violence endémique qu'elles ne peuvent éliminer. La gestion de la violence au nord et au centre du Mali s'articule autour du contrôle des capitales régionales (ou de la conclusion d'accords avec les autorités administratives de facto) et de l'acceptation que l'autorité de l'État diminue progressivement à mesure que l'on quitte les capitales régionales pour s'installer dans les zones environnantes.

La violence politique malienne est palpable aux yeux des figures de proue des hiérarchies politiques dans deux des pôles politiques du pays - la capitale Bamako et l'extrême nord de Kidal, bastion des rebellions récurrentes du Nord. Ces classes politiques ont été relativement stables depuis une étape clé de la transition politique de 1990-1992, bien qu'elles aient dû coopter certains challengers et céder stratégiquement (à contrecœur) certains territoires à d'autres. Bien qu'ils soient souvent

en désaccord les uns avec les autres sur le plan politique, et périodiquement en conflit violent direct, ces groupes - à savoir les politiciens technocratiques et occidentalisés de Bamako et les élites touaregs héréditaires de la confédération tribale Kel Adagh à Kidal - ont parfois besoin les uns des autres pour asseoir leur longévité politique mutuelle. Cette dynamique permet d'expliquer pourquoi certains des mêmes anciens rebelles et ex-djihadistes qui ont contesté le gouvernement central en 2012 ont aidé à réélire le président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) en 2018.¹ Dans le Nord, la politique qui sous-tend la violence concourt tout aussi bien à expliquer le nombre relativement rare² d'assassinats de chefs et hommes politiques- la violence sert souvent plus à définir les zones d'influence qu'à organiser une compétition existentielle où le vainqueur remporte tout.

Les parties au conflit dans le nord, tant les groupes armés eux-mêmes que l'État central en tant que bailleur de fonds des mandataires locaux, semblent comprendre qu'aucune faction armée n'est assez forte pour vaincre ses ennemis. En conséquence, divers acteurs du Nord, et en particulier l'élite héréditaire des Touaregs de Kel Adagh, semblent préférer préserver leur position de médiateurs de la violence politique et d'intermédiaires entre les États (nationaux et étrangers) et les populations, plutôt que de laisser les autres solutions gagner du terrain. En d'autres termes, une arène politique fondée sur la factionnalisation violente est en fait moins une lutte à somme nulle que la politique du temps de paix où la représentation élue serait le principal véhicule d'influence. La violence endémique limite la responsabilité des citoyens, dans la mesure où un véritable environnement post-conflit pourrait permettre aux citoyens ordinaires d'exiger des changements radicaux à Bamako, Kidal, et dans d'autres centres de pouvoir.

Dans le centre du Mali, l'escalade de la violence de masse ne profite à aucune élite établie de longue date, mais elle ne constitue pas une menace réelle pour l'État national, pour le moment. Dans la région centrale de Mopti, le djihadisme a une sorte de caractère populaire qui le rend beaucoup plus révolutionnaire sur le plan social que le

¹ Pour une analyse de la victoire d'IBK dans le nord, voir Baba Ahmed, "Présidentielle au Mali : comment IBK a conquis les voix du Nord", *Jeune Afrique*, 24 août 2018, <https://www.jeuneafrique.com/619504/politique/presidentielle-au-mali-comment-ibk-a-conquis-les-voix-du-nord/>

² Parmi les assassinats possibles dans le nord, on peut citer l'accident de voiture qui a tué le chef rebelle Ibrahim ag Bahanga en août 2011 et l'accident de voiture qui a tué le commandant d'AQMI Nabil Makhluouf/Alqama en septembre 2012. Parmi les assassinats confirmés, on peut citer l'attentat à la voiture piégée qui a tué un homme politique touareg de longue date, Cheikh ag Aoussa, en octobre 2016.

djihadisme dans le Nord. Réagissant au djihadisme à Mopti, le gouvernement a infligé brutalité et profilage ethnique aux Peuls, un groupe ethnique qui s'identifie de plus en plus et injustement au djihadisme.³

Le gouvernement soutient également les milices ethniques des communautés non peules, qui ont pris les armes en réaction à la violence djihadiste et à la montée des tensions intercommunautaires. Ces approches n'ont fait qu'alimenter le conflit, et il n'y a pratiquement aucun médiateur local, comme dans le Nord, sur qui le gouvernement peut compter pour rationaliser le conflit. Par défaut, la tendance à Mopti - vers une gouvernance djihadiste parallèle et une violence de plus en plus « ethnicisée » - s'est progressivement accentuée. L'État national a consenti à céder une grande partie de la zone rurale de Mopti aux djihadistes, aux milices ethniques et aux bandits. Les autorités basées à Bamako n'ont pas de stratégie politique cohérente pour Mopti.

Le deuxième argument principal du rapport est que les mécanismes formels, bénéficiant d'un soutien extérieur, visant à stabiliser le Mali et à résoudre ses conflits sont impliqués dans la perpétuation de la violence. Le processus de paix envisagé par l'Accord d'Alger de 2015 a été difficile et problématique. Parallèlement au problème de mise en œuvre, la conception de l'Accord encourage involontairement les politiciens ambitieux et les entrepreneurs violents à créer de nouvelles milices comme moyen de se faire représenter dans les structures établies par l'Accord. Néanmoins, les puissances étrangères semblent à l'aise tant avec la classe politique de Bamako qu'avec l'élite héréditaire touareg de Kidal, envisageant parfois des sanctions contre les membres de cette dernière, mais ne manifestant aucune volonté de déplacer les deux groupes. De plus, comme l'ont dit deux experts, « d'une certaine manière, les élites de Bamako sont plus liées aux réalités des villes en dehors du Mali qu'à ce qui se passe dans le centre ou le nord du pays ».⁴

En même temps, la présence militaire étrangère au Mali aggrave le conflit - non seulement parce que les soldats étrangers attirent la

³ Pour le point de vue d'un militant sur ces dynamiques, voir Dougoukolo Alpha Oumar Ba-Konaré, « En Afrique, le fantasme d'une " communauté peule " radicalisée », *The Conversation*, 4 septembre 2018, <https://theconversation.com/en-afrique-le-fantasme-dune-communaute-peule-radicalisee-102276>.

⁴ Andrew Lebovich et Gregory Mann, "Sahel or High Water : Le fatalisme politique au Mali", Conseil européen des relations extérieures, 9 août 2018, https://www.ecfr.eu/article/commentary_sahel_or_high_water_mali_political_fatalism.

violence djihadiste, mais aussi parce que la présence étrangère se recoupe avec une atmosphère de suspicion politique et de récrimination. Cette récrimination va au-delà de la présence militaire étrangère, mais les attitudes à l'égard des deux principaux objets des théories du complot - la France et l'Algérie - sont façonnées et refaçonnées par la persistance de la violence au Mali.

Au moins à Bamako, et probablement ailleurs dans le pays, de nombreux acteurs accusent la France d'être intervenue au Mali pour promouvoir ses intérêts économiques et politiques plutôt que pour assurer la sécurité des Maliens, et nombre de ces mêmes acteurs accusent l'Algérie de protéger et d'encourager les djihadistes maliens afin de servir ses propres intérêts, qui vont essentiellement à l'encontre de ceux de la France. En d'autres termes, certains Maliens considèrent que le conflit ne peut être résolu ni par les Maliens ni par les soldats étrangers ; ces voix disent plutôt qu'un jeu de politique régionale est en cours et que les acteurs centraux du conflit mentent sur leur rôle dans ce conflit. Que ces théories de conspiration soient vraies ou non, le "fait social" de ces théories rend le conflit plus difficile à résoudre et fait naître la méfiance entre les politiciens eux-mêmes et entre ceux-ci et les citoyens.

Ces tendances façonnent *un statu quo* violent, tragique et apparemment insoluble. Dans cette impasse, le gouvernement central ne peut pas ou ne veut pas projeter une autorité politique significative dans les zones de conflit, les commandants des milices ne peuvent pas éliminer leurs rivaux ou obtenir l'hégémonie militaire et politique en dehors de leurs bases, les djihadistes peuvent faire échouer les efforts de paix sans réaffirmer une autorité politique manifeste, les forces étrangères jouent les chasseurs et les proies sans contribuer véritablement aux avancées politiques. Dans ce climat, il est peut-être surprenant que les Maliens ordinaires n'aient pas réussi à renverser les dirigeants politiques à Bamako, Kidal et ailleurs - que ce soit par des manifestations de rue, des soulèvements armés ou des mouvements de masse populistes. Des poussées de pression populaire sont apparues au fil des ans, mais il n'y a pas eu de mouvement anti-systémique de masse au Mali à part le soulèvement djihadiste à Mopti, et le désespoir qui semble alimenter le recrutement populaire dans ce mouvement donne une idée des raisons pour lesquelles les populations ailleurs ne s'en prennent pas complètement aux élites locales : faire cela aurait pour effet de déstabiliser et même de rendre plus précaires les moyens de subsistance dont jouissent encore de nombreux maliens.

Le principal défi pour le Mali consiste à négocier simultanément des accords intra-élites qui réduisent la violence, tout en permettant aux gens ordinaires d'exercer une plus grande influence sur la politique

En effet, le soulèvement de Mopti donne un aperçu de ce à quoi pourraient ressembler les pires scénarios pour le Mali - un « Far West » comme disent deux journalistes.⁵

Il ne sera pas facile de trouver une issue à des crises maliennes aux facettes multiples. La réponse aux problèmes du Mali ne se trouve pas dans des slogans tels que « mise en œuvre des accords de paix » ou « meilleure gouvernance ». Dans une grande partie du centre et dans certaines parties du nord, la méfiance à l'égard des agents de l'État est si grande que l'État ne peut tout simplement pas « revenir ». Les élections répétées ne sont pas de véritables véhicules pour les populations frustrées et méfiantes qui ont déjà fait preuve d'une apathie de longue date à l'égard du vote comme stratégie de changement. Le principal défi pour le Mali consiste à négocier simultanément des accords intra-élites qui réduisent la violence, tout en permettant aux gens ordinaires d'exercer une plus grande influence sur la politique ; en d'autres termes, comme dans de nombreuses autres guerres civiles, les élites sont fondamentales pour faire la paix mais les intérêts des élites sont en même temps un obstacle à la paix. Pour sortir de cette impasse, le rapport recommande de prendre des mesures en vue d'une démilitarisation du conflit et de négocier des arrangements politiques qui réduisent les conflits et les tensions tout en élargissant les possibilités de participation significative des citoyens et de progrès vers une plus grande responsabilisation politique.

⁵ Olivier Dubois et Boubacar Sangaré, "Au centre du Mali, c'est le Far West..." *Journal du Mali*, 5 janvier 2017, <https://www.journaldumali.com/2017/01/05/centre-mali-cest-far-west/>.

Introduction

Le Mali est un pays pauvre, déchiré par les conflits. Selon l'Indice de développement humain de 2016, le Mali se classait 175^e sur 188 pays.⁶ Environ les deux tiers de ce pays enclavé sont désertiques ou semi désertiques. Les principales exportations du Mali - l'or et le coton - ne font vivre qu'une partie de la population ; environ trois quarts des Maliens vivent de l'agriculture de subsistance.⁷ De plus, comme l'ont affirmé Catriona Craven-Matthews et Pierre Englebert, le Mali « n'a jamais tout à fait rempli les conditions d'un État fonctionnel ».⁸ La rareté des ressources fait de l'État un récipiendaire des fonds des donateurs et un acteur politique dont la stratégie de domination est souvent fondée sur des négociations, des courses aux procurations, ou une contrainte brute plutôt que sur une autorité hégémonique ou une légitimité générale.

Le nord du Mali est en proie à un conflit armé depuis 2012. D'abord une rébellion séparatiste, le conflit est devenu un ensemble complexe de sous-conflits interdépendants. Le point de départ de la rébellion de 2012 a fait écho et a exacerbé des conflits politico-militaires remontant aux rébellions de 1963-1964, 1990-1996 et 2006, ainsi qu'aux soulèvements anti-coloniaux avant l'indépendance du pays en 1960.⁹ Mais la présence du djihad ouvert en 2012 a modifié les dynamiques internes du conflit et affecté les perceptions que les acteurs extérieurs avaient de cette violence. En janvier 2013, au moment où les djihadistes avaient déplacé les séparatistes et érigé un proto-État dans le nord du Mali, le gouvernement français a déclenché une intervention militaire qui a mis un terme à leur expansion territoriale et les a chassés des villes du nord du Mali. Depuis lors, cependant, la présence militaire française continue, ainsi que les renforts de forces de sécurité étrangères, n'ont ni réprimé l'insurrection djihadiste tenace ni mis fin à la guerre civile multiforme. Dans le Nord, les schémas de violence et

⁶ Programme des Nations Unies pour le développement, Rapport mondial sur le développement humain 2016, disponible sur <http://hdr.undp.org/en/composite/HDI>.

⁷ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, "Integrated Production and Pest Management Programme in Africa : Mali", 2018, <http://www.fao.org/agriculture/ippm/projects/mali/en/>.

⁸ Catriona Craven-Matthews et Pierre Englebert, "A Potemkin State in the Sahel ? The Empirical and the Fictional in Malian State Reconstruction ", *African Security* 11:1 (janvier 2018) : 1-31, citation à 2.

⁹ Cet historique est discuté plus en détail ci-dessous. Deux ouvrages majeurs sur les rébellions passées des Touaregs au Mali sont : Pierre Boilley, *Les Touaregs Kel Adagh. Dépendances et révoltes : du Soudan français au Mali contemporain* (Paris : Karthala, 1999) ; et Baz Lecocq, *Disputed Desert: decolonisation, competing nationalisms and Tuareg rebellions in Northern Mali* (Leiden : Brill, 2010).

de réalignement politique sont devenus si complexes que le présent rapport ne peut pas tous les traiter : en se concentrant sur Kidal et Ménaka, le rapport passe largement sous silence les conflits de Tombouctou et de Gao.¹⁰

Le conflit violent qui s'est développé depuis 2013 dans la région de Mopti, au centre du Mali, s'est également étendu à la région voisine de Ségou. La violence de Mopti implique les djihadistes, dont la composition et les stratégies diffèrent fondamentalement de celles des djihadistes du Nord, même si les militants de Mopti sont officiellement subordonnés aux dirigeants djihadistes du Nord. La violence de Mopti comprend également des milices ethniques, des bandits et les forces de sécurité maliennes. Alors que de nouveaux partis et groupes ethniques sont entraînés dans la violence dans les régions centrales du pays, de nouvelles crises menacent de s'étendre plus au sud.¹¹ Des attaques terroristes périodiques ont également frappé la capitale, Bamako, impliquant des participants du nord comme du centre.

Pourtant, des acteurs politiques bien connus, tant dans la capitale Bamako que dans la ville septentrionale de Kidal, se sont accrochés au pouvoir, même si leur popularité s'érode. Le 12 août 2018, les Maliens ont réélu le Président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) pour un second mandat - malgré le fait que son premier mandat ait vu la violence s'aggraver. La victoire écrasante de Keïta au deuxième tour du scrutin, où il a remporté plus de 67 % des suffrages, a démenti la faiblesse du mandat qu'il avait remporté. Le taux de participation n'a été que de 34 % des électeurs inscrits au second tour, ce qui signifie que moins de deux millions de personnes, sur une population d'environ dix-huit millions d'habitants, ont voté pour le président.¹²

¹⁰ Pour une étude récente sur les réalignements politiques parmi les groupes armés du Nord, voir Nicolas Desgrais, Yvan Guichaoua et Andrew Lebovich, "Unity is the Exception : Alliance Formation and De-Formation Among Armed Actors in Northern Mali", *Small Wars & Insurgencies* 29 (2018): 654-679.

¹¹ Les conflits du centre du Mali sont également abordés plus en détail ci-dessous. Trois rapports indispensables sur le sujet sont Boukary Sangaré, "Le Centre du Mali : Épicentre du djihadisme ? GRIP, 20 mai 2016, <https://openaccess.leidenuniv.nl/bitstream/handle/1887/39606/ASC-075287668-3758-01.pdf?sequence=1>; Adam Thiam, "Centre du Mali: Enjeux et dangers d'une crise négligée," HD, March 2017, <https://www.hdcentre.org/wp-content/uploads/2017/03/Centre-du-Mali-Enjeux-et-dangers-d'une-crise-n%C3%A9glig%C3%A9e.pdf>; and Aurélien Tobie, "Central Mali: violence, local perspectives and diverging narratives," SIPRI, December 2017, https://www.sipri.org/sites/default/files/2018-02/sipriinsight_1713_mali_3_eng.pdf.

¹² Ministère malien de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, "2ème tour de l'élection présidentielle : résultats provisoires complets", 16 août 2018, <http://www.matcl.gov.ml/sites/default/files/public/resultats%20election%20pr%C3%A9sident%20rep%202eme%20tour%20sign%C3%A9.pdf>.

Par rapport à sa propre performance en 2013, le président a perdu un soutien significatif : au second tour des élections de 2018, il a obtenu 562 767 voix en moins (25 % de son total) que lors du second tour pour le scrutin de 2013.¹³

Aux yeux de nombreux Maliens, l'ensemble du processus, et en particulier le second tour des élections, n'offrait aucune perspective réelle de changement : comme en 2013, IBK avait pour principal adversaire Soumaïla Cissé, ancien ministre des Finances et opposant de longue date. Beaucoup d'autres candidats étaient également connus depuis les deux dernières décennies de politique multipartite. Un candidat, refusant de soutenir IBK ou Cissé au second tour, a déploré que l'ensemble du processus soit devenu « un simple jeu de chaises musicales ». ¹⁴ Une observation similaire s'applique au Nord, où bon nombre des politiciens dominants et des commandants des groupes armés sont des figures familières des trois dernières décennies de rébellion, des familles élites, ou des deux.

Pourquoi, face à des conflits et des souffrances généralisés, le statu quo au Mali persiste-t-il? Qu'est-ce qui explique l'assentiment politique d'une population assiégée et la ténacité des politiciens de longue date qui sont incapables ou peu disposés à apporter la paix?

¹³ Grant Godfrey, "Analysis of the Mali Presidential Election Process and Outcome," *Presidential Power*, 3 septembre 2018, <http://presidential-power.com/?cat=125>.

¹⁴ Cheick Modibo Diarra, "Communiqué de Fin de Campagne," 10 août 2018, <https://cheickmodibodiarra.net/communique-de-fin-de-campagne>.

Première partie: La politique qui favorise et encourage la violence

Une classe politique scotchée à Bamako

En 1991, un coup d'Etat militaire a mis fin à vingt-trois ans de régime militaire et a initié un processus de démocratisation formelle au Mali. La libéralisation qui s'en est suivie a transformé à la fois la vie politique et la société civile, une multitude de voix se sont jointes pour parler au nom du Mali.¹⁵ D'une part, la libéralisation semblait apporter une période de stabilité pour le pays. Des élections ont été organisées régulièrement. Il y a eu une transition sans heurt entre le gouvernement d'Alpha Oumar Konaré (1992-2002) et celui d'Amadou Toumani Touré (ou « ATT », 2002-2012). D'autre part, le véritable butin de la démocratie revenait à une élite relativement restreinte. Pendant les deux mandats de Touré, il a coopté la plupart des politiciens de l'opposition « et une élite politique qui semblait ne pas se soucier des luttes quotidiennes des gens ordinaires a gagné en influence et en pouvoir. Une culture de corruption et d'impunité s'est rapidement répandue au sein de la classe politique ».¹⁶ Dans les années 2000, la confiance de la population dans la démocratie a chuté ; les Maliens soutiennent majoritairement les élections dans l'abstrait comme un moyen de choisir leurs dirigeants mais ils sont hautement sceptiques quant au fonctionnement effectif de leur démocratie.¹⁷

Le profil typique d'un haut responsable politique aujourd'hui est celui d'une personne qui a fait ses études dans des écoles d'élite maliennes ou à l'étranger, souvent en France, puis a eu une carrière

¹⁵ Pour un récit perspicace de la façon dont ce processus a affecté la vie religieuse au Mali, voir Louis Brenner, *Controlling Knowledge : Religion, Power, and Schooling in a West African Muslim Society* (Bloomington, IN : Indiana University Press, 2001), chapitre huit.

¹⁶ Susanna D. Wing, "Mali : Politics of a Crisis ", *African Affairs* 112:448 (juillet 2013) : 476-485, p. 480

¹⁷ Massa Coulibaly and Michael Bratton, "Crisis in Mali: Ambivalent Popular Attitudes on the Way Forward," *Stability* 2:2 (2013), <https://www.stabilityjournal.org/articles/10.5334/sta.bn/>.

technocratique dans le gouvernement malien, le secteur du développement ou l'industrie bancaire dans les années 1970 et 1980, puis a occupé des postes de direction dans des campagnes politiques et/ou des cabinets dans les années 1990 ; et ensuite est resté régulièrement au gouvernement et à l'Assemblée nationale jusqu'à nos jours.

Ce contexte a permis à de nombreux hauts responsables politiques d'être personnellement et professionnellement à l'abri des ravages des programmes d'ajustement structurel dans les années 1980 et 1990 - une époque où, sous la pression de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et d'autres donateurs, « le gouvernement a dû restructurer les entreprises publiques, ce qui a entraîné des réductions de postes, et a dû abandonner le recrutement systématique des diplômés. »¹⁸ Les anciens technocrates qui ont trouvé des voies politiques - comme le président Keïta, qui a travaillé pour le Fonds européen de développement dans les années 1980, et son éternel rival Soumaïla Cissé, qui a travaillé pour la Société malienne de développement textile (CMDT) pendant la même période - constituent une élite montante au moment même où de nombreux Maliens subissent les chocs des compressions du secteur public. Ces antécédents technocratiques ont contribué à lancer la carrière de certains politiciens, notamment Cissé, dont le pouvoir à la CMDT a facilité son ascension au sein de l'Alliance pour la démocratie au Mali, un grand parti politique.¹⁹

Tant l'administration actuelle que l'administration précédente ont été secouées par d'importants scandales de corruption

Démissionner dans un contexte de scandale ou de controverse ne constitue pas un obstacle aux nominations répétées à des postes gouvernementaux de haut niveau, ni à la candidature à de hautes fonctions ou à d'autres postes de direction au sein des partis politiques. Par exemple, l'ancien Premier ministre Moussa Mara et l'ancien Premier ministre (et alors ministre de la Défense) Soumeylou Maïga avait démissionné après une visite catastrophique à Kidal, ville

¹⁸ Jean-Paul Azam et Christian Morrison avec Sophie Chauvin et Sandrine Rospabé, *Conflict and Growth in Africa*, Volume 1 : The Sahel (Paris : OCDE, 1999), p. 50.

¹⁹ Alexis Roy, "Luttes paysannes au Mali : From Defending Cotton Producers' Interests' to Becoming Part of the Malian Power Structures", *Review of African Political Economy* 37:125 (septembre 2010) : 299-314, p. 310.

contrôlée depuis 2012 par des groupes armés du Nord, en mai 2014 qui provoqua une bataille dans cette ville qui a fait des dizaines de victimes. Cet événement est devenu la décision administrative la plus tristement célèbre du mandat d'environ neuf mois de Mara. Pourtant, Maïga est revenue aux hautes fonctions un peu plus de trois ans plus tard, et Mara a été pressenti comme candidat potentiel en prévision des élections de 2018. La fréquence des retours aux affaires des politiciens maliens n'est pas inhabituelle au Mali, mais elle est marquante au regard des problèmes généralisés du pays et du sentiment souvent exprimé de lassitude populaire envers l'ensemble de la classe politique.

Tant l'administration actuelle que l'administration précédente ont été secouées par d'importants scandales de corruption. L'administration d'IBK a été marquée par une controverse au sujet d'un scandale énorme d'attribution de marchés concernant l'achat d'un avion présidentiel en mars 2014 et un contrat d'approvisionnement militaire qui, selon certains critiques, était manifestement gonflé ;²⁰ le scandale a ainsi poussé le Fonds monétaire international à retenir quelque \$11,7 millions en aide pour le reste de 2014.²¹ L'administration de ATT était, quant à elle, dénigrée par les allégations que le ministre et quatorze de ses complices avaient détourné le financement de la santé publique.²²

De plus, la classe politique est largement basée à Bamako et a parfois incarné une sorte d'hégémonie ethno-culturelle mandingue-bambara qui exclut les « outsiders ».²³ Les politiciens ne viennent pas tous du sud : l'ancien Premier ministre Maïga est de Gao et ATT est originaire de Mopti. Mais beaucoup d'hommes politiques de premier plan sont des Sudistes, et avant que les Maliens d'autres régions n'atteignent des postes élevés, ils ont souvent passé des années dans la capitale. Les vrais « outsiders » ont peu de possibilités d'accéder aux échelons supérieurs du gouvernement, et le Parlement a rarement été un contrepoids efficace à la présidence, et la prise de décision demeure largement centralisée à Bamako. La

²⁰ La surtaxe sur l'avion et les diverses dépenses militaires peuvent avoir coûté jusqu'à 40 milliards de francs CFA. Voir « Mali : l'audit sur l'avion présidentiel fait toujours polémique », *RFI*, 14 octobre 2014, <http://www.rfi.fr/afrique/20141014-ibk-mali-affaire-avion-presidentiel-societe-civile-reclame-comptes>.

²¹ « Le FMI approuve le redémarrage de l'aide au Mali après une série de dépenses », *Reuters*, 2 décembre 2014, <https://www.reuters.com/article/ozabs-mali-imf-idAFKCN0JG0CV20141202>.

²² Mamadou Fofana, « Affaire du détournement de 3 milliards FCFA au Fonds mondial de la santé : Non-lieu pour Dr Lasseni Konaté, Oumar Ibrahima Touré inculpé mais libre, Ousmane Diarra toujours en prison », *L'Indépendant*, 24 juillet 2012 <https://www.lrb.co.uk/v34/n16/bruce-whitehouse/what-went-wrong-in-mali>.

²³ Entretien avec Nouhoum Salif, chercheur malien et consultant en développement, Bamako, 20 janvier 2018.

nécessité de se hisser dans les rangs de l'armée ou de la classe politique, et la fluidité et l'insignifiance relative de l'appartenance politique font de l'élite de Bamako un réseau unique et large plutôt que des camps concurrents offrant au peuple malien des choix réels sur le futur du pays.

Ces schémas ne sont pas nécessairement propres au Mali, mais le décalage entre l'image du Mali en tant que grande démocratie ouest-africaine et les réalités d'une politique dominée par l'élite est devenu plus évident ces dernières années. Même Mohamed Youssouf Bathily (« Ras Bath »), la plus grande voix populiste du pays, animateur de radio et militant pour la jeunesse, a un pedigree d'élite (il est le fils d'un ministre) et une limite apparente en termes d'influence politique (son alliance temporaire avec Soumaïla Cissé ne l'a évidemment pas fait pencher en faveur de ce dernier).

La politique nationale devient alors, en grande partie, une question de négociations entre l'élite basée à Bamako et divers détenteurs de pouvoir au niveau régional. D'une part, les autorités de Bamako tentent de gérer les régions par décret, surtout dans le contexte des crises actuelles : le président a nommé des gouverneurs militaires pour plusieurs régions du centre et du nord du Mali. Mais le simple fait d'affirmer le pouvoir exécutif national, comme l'a fait le Premier ministre Moussa Mara lors de sa visite à Kidal en mai 2014, peut provoquer des réactions de rejet. Compte tenu de ces limites, selon une personne interrogée, le gouvernement central a psychologiquement accepté une division du pays en zones sécurisées et non sécurisées.²⁴ Parfois, des alignements d'intérêts permettent des accords entre les autorités basées à Bamako et les politiciens dans les zones de conflit : un exemple est fourni par les arrangements, négociés par le Premier ministre Maïga, qui ont vu le bloc rebelle du nord, la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA) garantir la sécurité pour les élections présidentielles de juillet à août 2018. Pourtant, l'élite historique du Nord elle-même en proie aux conflits et à la division, alors même qu'elle innove pour maintenir une certaine puissance, en particulier à Kidal.

²⁴ Entretien avec l'analyste malien Boukary Sangaré, Bamako, 20 janvier 2018.

Attrition et ambition dans le Nord

Dans le Nord, la politique locale est, à bien des égards, dans l'impasse depuis les années 1990. La région de Kidal, située dans l'extrême nord du pays, a été le moteur des rébellions répétées des membres de la communauté pastorale minoritaire touareg : 1963, 1990, 2006 et 2012. Ces rébellions ont fait suite aux plaintes de Kidal contre le gouvernement central, mais les rébellions et leurs conséquences reflètent également les luttes politiques locales de Kidal. Ces luttes ont deux dimensions principales : la compétition intra-élites et la compétition entre une élite combattue et une contre-élite montante mais encore limitée. La compétition se déroule à la fois sur les champs de bataille physiques et en politique électorale. Mais aucun parti n'est assez fort pour dominer complètement ces compétitions, et il en résulte une impasse, voire une sorte de guerre d'usure. L'élite de Kidal est constituée par les Ifoghas, les clans les plus « nobles » parmi les Kel Adagh, la confédération touareg dominante dans la région.²⁵ Bien que les Ifoghas présentent parfois un front plus ou moins uni contre les autres acteurs, ils sont divisés à l'intérieur du pays selon des clans et des lignes politiques. Au cours du XXe siècle, la principale autorité politique des Ifoghas et du Kel Adagh dans son ensemble - l'aménokal - est devenue fortement tributaire des bonnes relations avec les autorités centrales. Sous la domination coloniale française (environ 1903-1960), puis sous l'État malien postcolonial, l'aménokal a acquis pouvoir et statut, passant de celui de premier parmi ses pairs au chef suprême de la tribu. Pourtant, les sécheresses sahéliennes des années 1970 et 1980 ont provoqué d'énormes perturbations dans la société touareg, tout comme les rébellions post-coloniales elles-mêmes. La rébellion de 1963 - au cours de laquelle l'aménokal est resté loyaliste et son propre frère est devenu chef rebelle - a préfiguré l'évolution de la situation dans les années 1990 et après. Au cours des rébellions des années 1990 et 2006, des dirigeants Ifoghas sont apparus et ont implicitement contesté l'autorité de l'aménokal, Intalla ag Attaher (1927-2014), et celle de ses fils. Ces rivalités tournaient en partie autour des clans, opposant le clan de l'aménokal (Kel Afella) à d'autres (en particulier les Iriyaken et les Ifergoumessen).²⁶ Pourtant,

²⁵ Une grande partie de ce qui suit s'inspire des deux histoires susmentionnées : Boilley, *Les Touaregs Kel Adagh* ; Lecocq, *Disputed Desert*.

²⁶ Entretien avec un responsable d'une ONG malienne, Assinamar ag Ousmane, Bamako, 23 janvier 2018.

la famille de l'aménokal a toujours cherché à construire des ponts entre ses challengers, parmi le groupe ifogha.

La concurrence s'est développée entre la famille Intalla et le chef des rébellions de 1990 et 2006, Iyad ag Ghali.²⁷ Iriyaken, ag Ghali est devenu le principal chef politique et militaire de l'*ishumar*, la génération des Touareg maliens qui ont fui la sécheresse et la pauvreté dans les années 1970 et 1980 pour trouver de nouveaux moyens de subsistance en Algérie, en Libye et ailleurs. Au début des années 1980, ag Ghali était une figure majeure parmi les futurs rebelles touaregs basés en Libye, et il était un choix naturel pour être chef lorsque la rébellion a éclaté au nord du Mali en 1990. Alors que ag Ghali occupait le devant de la scène parmi les Kel Adagh en raison de son leadership militaire et de sa position privilégiée dans les négociations avec l'Etat, la famille Intalla a cherché de nouveaux moyens de renforcer et de réimaginer son propre statut politique. A partir des années 1990, les trois fils d'Ag Attaher sont entrés en politique électorale (un terrain que Ghali n'a jamais essayé), gagnant des postes de maire de Kidal et de députés au Parlement.

Les relations entre la famille Intalla et ag Ghali sont devenues complexes et parfois contradictoires. Par moments, ag Ghali a semblé défier l'autorité de la famille et a même aspiré à devenir *aménokal* ; conscient de la façon dont ag Attaher et son père ont bénéficié de leur position privilégiée d'intermédiaires entre le Kel Adagh et l'État, ag Ghali a utilisé la rébellion pour se positionner comme le nouvel interlocuteur privilégié de l'État dans le Nord. Ag Ghali a, selon certains experts maliens, considéré les fils d'ag Attaher comme ses subordonnés sur le plan social et a cherché à les subordonner à son influence.²⁸ Que ce soit pour assurer leur survie et/ou pour éviter le chevauchement des visions sur la façon dont le Nord devrait être gouverné, les fils d'ag Ghali ont parfois accepté de travailler avec ou même sous ag Ghali.

Un autre axe de la concurrence intra-lfoghas concerne les changements générationnels et les différences de perspectives. Même au milieu des années 1990, lorsque la rébellion a pris fin, ag Ghali a dû faire face à la dissidence des Ifoghas. Au départ, le principal rival d'ag Ghali parmi les rebelles Ifoghas était Ibrahim ag

²⁷ Entretien avec un journaliste malien qui a demandé l'anonymat, Bamako, 9 mars 2018.

²⁸ Entretien avec la chercheuse malienne Brema Ely Dicko, Bamako, 22 janvier 2018.

Bahanga, qui considérait les négociations avec l'Etat comme une trahison de la cause touareg, rejetait le rang inférieur que lui offrait l'armée malienne en 1996, et prenait périodiquement les armes contre l'Etat. Au cours du soulèvement de 2006, une rivalité intra-lfoghas puriforme s'est manifestée : ag Ghali et divers dirigeants lfergoumessen (dont ag Bahanga) se rebellaient contre l'État alors que la famille de l'aménokal et le clan Kel Afella étaient restés fidèles.²⁹ Ensuite, après l'accord de paix signé entre les dirigeants ag Ghali et d'autres autorités de Bamako, ag Bahanga a poursuivi la rébellion,³⁰ restant en liberté jusqu'à son décès (assassinat ?) dans un accident de voiture en 2011.

Un second rival de ag Ghali a été le jeune politicien lfoghas Bilal ag Achérif (né en 1977³¹). Tout comme ag Ghali représentait une génération montante et plus cosmopolite lorsque l'activiste ishumar est revenu d'Afrique du Nord au Mali vers 1990, ag Achérif incarne un autre courant de la politique ifoghas et même touareg. Il est devenu un autre cas d'étude sur la manière dont les lfoghas peuvent progressivement intégrer des challengers et dont les solidarités d'lfoghas peuvent venir éclipser d'autres alignements politiques.

En 2011, ag Achérif s'est positionné comme le visage politique d'un Nord irrédentiste multiethnique. Il est devenu le leader politique du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA). Le MNLA a regroupé les séparatistes révolutionnaires touaregs et est devenu une organisation touareg dirigée par les Touaregs, mais multi-castes et même (du moins en apparence) pluri-ethnique. Les postes clés du MNLA ont été attribués à des non-lfoghas, dont Mohamed ag Najem (de la caste Imghad, traditionnellement moins prestigieuse), qui est devenu le chef militaire du MNLA, et Moussa ag Acharatoumane (du Daoussak, un groupe ethnique touareg voisin), qui est devenu un intellectuel et un porte-parole influent de MNLA.

²⁹ Entretien avec un journaliste malien, Bamako, 9 mars 2018.

³⁰ Cherif Ouazani, « Ibrahim ag Bahanga », *Jeune Afrique*, 27 janvier 2009, <http://www.jeuneafrique.com/205568/politique/ibrahim-ag-bahanga/>.

³¹ Martin Vogl, "Mali's Shaky Rebel Alliance and a Looming War", *The Africa Report*, 5 juillet 2012, <https://swap.stanford.edu/20120706230941/http://www.theafricareport.com/index.php/news-analysis/mali-s-shaky-rebel-alliance-and-a-looming-war-501814848.html>.

Tout comme ag Ghali représentait une génération montante et plus cosmopolite lorsque l'activiste Ishumar est revenu d'Afrique du Nord au Mali vers 1990, ag Achérif incarne un autre courant de la politique ifoghas et même touareg.

Alors que le MNLA se formait, des différences générationnelles et idéologiques sont apparues lors d'une réunion à Zakak, au Mali, en novembre 2011.

Là, selon de multiples témoignages, ag Ghali a passé plusieurs jours à tenter de convaincre le MNLA de faire de lui leur chef, et/ou d'éviter une rébellion armée et de négocier avec l'Etat malien. Mais le leadership naissant du groupe était ambivalent, et beaucoup de jeunes combattants s'opposaient ouvertement à ag Ghali, le considérant comme un patriote « Azawadi » (c'est-à-dire le nord du Mali) sans grand éclat ou même un traître, du fait des négociations passées avec le Mali.³² Autrement dit, ces mêmes forces qui avaient positionné ag Ghali comme le plus influent homme politique touareg de sa génération l'a simultanément exposé à des critiques dévastatrices de la part de ses rivaux et de la jeunesse, ce qui constituait un « affront » que Ghali ne pouvait accepter.³³ Les jeunes séparatistes, se souciaient peut-être déjà, à l'époque, des affiliations djihadistes et de la vision religieuse de ag Ghali. Quoi qu'il en soit, ces tendances ont contribué à façonner l'approche d'ag Ghali face à la rébellion de 2012 et à ses conséquences, comme nous en discuterons ci-dessous.

Au milieu des rivalités intra-lfoghas, les lfoghas ont fait face à un défi lancé par les Imghad. Imghad est parfois traduit par « vassaux » ou « tributaires » - en fait, le sens d'une identité « Imghad » inter-clanique est assez nouveau, puisque dans le passé chaque clan noble avait ses propres tributaires ou imghad. Comme on l'a vu plus haut, au cours des années 70 et après, la sécheresse et d'autres perturbations ont remis en question et même renversé certaines de ces hiérarchies. Les lfoghas se sont parfois retrouvés dans une pauvreté désespérée au sein de la diaspora touareg Kel Adagh qui s'étendait de Bamako à Tripoli et au-delà. Au cours de cette période, les Imghad ont

³² Entretien avec Mohamed ag Aharib, ancien membre d'Ansar al-Din et responsable actuel de la CMA, Bamako, 24 janvier 2018. Ag Aharib était présent avec ag Ghali à Zakak.

³³ Entretien avec Mohamed Ould Mahmoud, politicien arabe malien et responsable CMA, Bamako, 12 mars 2018.

également commencé à développer un sens plus fort d'une identité Imghad unitaire qui transcende les divisions claniques.

Au cours de la rébellion des années 1990, ag Ghali a d'abord commandé une force rebelle unifiée qui a défié l'État central au nom d'une plus grande liberté et du développement pour Kidal. Pourtant, après l'ouverture des négociations entre ag Ghali et l'État, les rebelles se sont fragmentés le long des lignes tribales et claniques. Un autre facteur de division a été les différentes visions des rebelles sur la direction de la société touareg. C'est là que les tensions entre Ifoghas et Imghad sont apparues. Le Mouvement populaire pour la libération de l'Azawad (MPLA) d'ag Ghali et les Ifoghas dans leur ensemble ont été confrontés à un défi de taille de l'Armée de libération révolutionnaire de l'Azawad (ARLA). Ce mouvement exigeait non seulement une plus grande autonomie pour le Nord, mais aussi un nivellement révolutionnaire au sein de la société nordique. L'ARLA était dominée par les Imghad et représentait un enjeu non seulement pour l'État malien, mais aussi pour les Ifoghas. Selon le témoignage d'un initié, l'ARLA en est venue à dépasser en nombre le MPLA (alors connu sous le nom de MPA), ce qui a incité ag Ghali à former une alliance avec l'armée malienne contre l'ARLA.³⁴

La plupart des Ifoghas ont choisi la solidarité intragroupes et la préservation de leur statut par rapport aux appels de ARLA à la révolution. Là encore, ag Ghali incarnait une ligne de faille dans la société nordique à travers sa relation litigieuse avec le leader Imghad El Hajj ag Gamou (né en 1964). D'abord compagnons pendant la rébellion des années 1990, ag Ghali et ag Gamou se sont dissociés en 1994 en raison de conflits politiques et personnels, et ag Ghali aurait même épousé l'ex-femme de Ag Gamou.

Ag Gamou est devenu le chef de l'ARLA, puis a gravi les échelons de l'armée malienne après la fin de la rébellion des années 1990 - devenant finalement un général, et récoltant en quelque sorte des dividendes post-conflit que ag Ghali n'a pas pu en tirer. La rivalité entre ag Ghali et Ag Gamou a refait surface lors de la rébellion de 2006, car ag Gamou est resté fidèle à l'État et a aidé à combattre les rebelles.³⁵ En effet, un répondant Ifoghas a affirmé, lors de l'entretien

³⁴ Entretien avec un spécialiste malien du nord, Bamako, 8 mars 2018.

³⁵ La réponse de l'État malien à la rébellion de 2006 a également consisté à travailler avec une série de milices tribales arabes et touaregs dans le nord, une décision qui a contribué à ancrer la politique des milices - et, par extension, le trafic de drogue. Voir Wolfram Lacher, "Organized Crime and Conflict in the Sahel-Sahara

avec l'Imghad, que le problème entre ag Ghali et ag Gamou ne se situait pas dans une optique de conflit généralisé, mais plutôt dans le « conflit des hommes » qui a pris une dimension générale entre Ag Gamou et les Ifoghas.³⁶

La rébellion de 2012 a donc été façonnée par ces trois rivalités - la rivalité entre ag Ghali et la famille Intalla, la rivalité entre ag Ghali et les jeunes révolutionnaires touaregs, et la rivalité entre l'élite Ifoghas et l'Imghad, en particulier les forces de Gamou.

Quoi qu'il en soit, la rivalité Ifoghas-Imghad a teinté la politique électorale ainsi que les manœuvres pour l'obtention de postes à Kidal. Ce n'est pas seulement ag Ghali qui a ressenti le défi de la montée en puissance des Imghad, mais les Ifoghas dans leur ensemble, y compris la famille Intalla. Les Imghad sont plus nombreux que les Ifoghas, et l'influence décroissante des Ifoghas se fait sentir dans la politique locale depuis le milieu des années 2000. Par exemple, Alghabass, fils d'Intalla ag Attaher, a représenté le cercle de Kidal en tant que député parlementaire de 2002 à 2012. Dans une interview avec l'auteur, Alghabass ag Intalla a déclaré en toute franchise qu'il a senti sa propre popularité baisser entre les élections législatives de 2002, où il a gagné de manière décisive, et 2007, où il a obtenu une majorité mince. Il a ajouté que s'il s'était présenté en 2012, il aurait peut-être perdu.³⁷

La rébellion de 2012 a donc été façonnée par ces trois rivalités - la rivalité entre ag Ghali et la famille Intalla, la rivalité entre ag Ghali et les jeunes révolutionnaires touaregs, et la rivalité entre l'élite Ifoghas et l'Imghad, en particulier les forces de ag Gamou. L'autorité d'ag Ghali en tant que chef rebelle suprême étant contestée sur de multiples fronts, s'est tourné vers de nouveaux alliés : les djihadistes d'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI, et notamment un commandant extrémiste nommé Abd alHamid Abu Zayd). Ansar al-Din et AQMI sont rapidement entrés dans une coalition qui comprenait la branche d'AQMI du Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) ; certaines personnalités, notamment le djihadiste arabe malien Oumar Ould Hamaha,

Region", Carnegie Endowment for International Peace, septembre 2012, 11-12, https://carnegieendowment.org/files/sahel_sahara.pdf.

³⁶ Entretien avec ag Aharib.

³⁷ Entretien avec Alghabass ag Intalla, Washington, 13 janvier 2018. D'autres personnes interrogées, comme Assinamar ag Ousmane, ont confirmé ce sentiment.

semblent se déplacer avec aisance entre ces formations,³⁸ et les trois groupes tiennent des réunions périodiques de coordination. Il est difficile d'identifier les motivations d'Ag Ghali à entretenir ces alliés. Un mélange de facteurs stratégiques et personnels semble avoir été en jeu, étant donné que ses propres opinions religieuses étaient devenues beaucoup plus radicales depuis le milieu des années 1990 et qu'au moins un membre de sa famille, son cousin Abdelkrim al-Targui, avait rejoint AQMI depuis quelques années. Néanmoins, même si Ghali s'est mis à embrasser l'idéologie djihadiste, il est resté un opérateur politique astucieux. A la suite de sa déception à Zakak, ag Ghali a créé Ansar al-Din ("Défenseurs de la foi"). Ansar al-Din a attiré le soutien financier et militaire d'AQMI, mais les postes politiques les plus élevés d'Ansar al-Din ont été occupés par les alliés de longue date d'ag Ghali parmi les Ifoghas, et même par certains de ses rivaux Ifoghas : Alghabass ag Intalla est rapidement devenue la figure numéro deux d'Ansar al-Din, suggérant qu'ag Ghali et Alghabass avaient besoin du soutien l'un de l'autre face au défi lancé par le MNLA aux élites Ifoghas, et que les deux hommes avaient trouvé un terrain commun idéologique.

Lorsque le MNLA a déclenché sa rébellion le 17 janvier 2012, en s'emparant de Ménaka, Ansar al-Din d'ag Ghali l'a soutenu. AQMI a, à son tour, aidé Ansar al-Din. Cette coalition informelle s'est emparée d'une série de villes importantes du Nord entre janvier et mars 2012, dont Kidal et Tessalit. Fin mars, des soldats subalternes de l'armée malienne ont perpétré un coup d'État, renversant le président Touré et provoquant l'effondrement de la structure de commandement militaire dans le nord du pays. Le MNLA a ensuite revendiqué le contrôle de Gao et de Tombouctou, et déclaré l'indépendance de l'« Azawad » - un territoire englobant théoriquement l'ensemble des trois provinces du Nord du Mali - le 6 avril. Pourtant, le modus vivendi des groupes armés s'est effondré au printemps 2012. Le fossé dans les visions politiques entre le MNLA et les djihadistes est devenu de plus en plus apparent après la première série de victoires militaires. La popularité de la MNLA a également faibli : le groupe s'en est pris aux civils du nord, et une fois qu'il a occupé les villes, ses prétentions à représenter les populations peul et songhai du nord (et pas seulement les Touaregs et les Arabes) se sont amenuisées. Ansar al-Din s'est renforcé politiquement et militairement, AQMI s'est mise

³⁸ "Oumar Ould Hamaha: A Case Study of the Bridges Between Three Groups," GCTAT, 11 Janvier 2013, <http://www.gctat.org/fr/analysis/29-ranoc/220-oumar-ould-hamaha-a-case-study-of-the-bridges-between-three-groups.html>.

sous les feux de la rampe et le MUJAO a pris le contrôle de Gao suscitant une vague de sentiments anti-turcs. Ces groupes djihadistes en sont venus à déployer des stratégies quelque peu différentes dans le recrutement et dans leurs relations avec les civils - Ansar al-Din a mis à profit les liens de longue date de ses dirigeants avec Kidal pour obtenir le soutien local des Touaregs, tandis que le MUJAO a poursuivi une coalition plus idéologiquement ciblée, militairement agressive et multi-ethnique à Gao.³⁹ Le résultat global, avec des variations locales, a été une ascension politique djihadiste.

En mai-juin 2012, les efforts pour négocier une vision commune de l'avenir de « l'Azawad » ont échoué. Ansar al-Din et ses alliés djihadistes durs se sont retournés contre le MNLA, chassant les séparatistes des villes du nord pour la plupart. Une période de contrôle djihadiste a suivi, marquée par des incidents notoires où les djihadistes ont soumis les civils à des châtiments corporels et détruit des mausolées et manuscrits séculaires. Les éléments plus souples d'Ansar al-Din, dirigés par Alghabass ag Intalla, ont tenté de négocier des accords politiques avec le MNLA et le gouvernement malien, par l'intermédiaire des gouvernements du Burkina Faso et de l'Algérie.

Au milieu de ces pourparlers, l'engagement d'ag Ghali dans les négociations était difficile à évaluer. Les propres alliés d'ag Ghali parmi les Ifoghas ont estimé qu'il est devenu de plus en plus radical au cours de l'année 2012-2013.⁴⁰ En janvier 2013, les négociations ont échoué en raison de positions inconciliables entre ag Ghali et le gouvernement malien. Les forces djihadistes combinées d'Ansar al-Din et d'AQMI ont avancé sur le centre du Mali, et le gouvernement français a lancé l'opération Serval en réponse. Les forces françaises ont renversé le contrôle djihadiste dans les villes du Nord, poussant les djihadistes dans le désert.

Les rivalités intra-touareg qui ont façonné la rébellion ont également pesé sur ses conséquences. L'intervention française a radicalement modifié l'équilibre du pouvoir entre les différentes factions. Premièrement, l'intervention et la désignation imminente d'Ansar al-Din comme groupe terroriste par les États-Unis et l'ONU ont fracturé le groupe. Les politiciens autour d'Alghabass

³⁹ Yvan Guichaoua et Ferdaous Bouhlel, « Chapitre quatre : Les groupes armés décentralisés non étatiques », in *Les racines de la retenue en temps de guerre* (CICR, 2018), p. 48.

⁴⁰ Entretien avec ag Aharib.

ag Intalla ont rapidement quitté le mouvement. Deuxièmement, le MNLA a reçu une impulsion forte de la part des Français, qui les ont aidés à reprendre un rôle de premier plan dans l'administration de Kidal; le MNLA s'est positionné comme partenaires antiterroristes pour les Français, ce qui leur a permis de traquer certains de leurs concurrents djihadistes.⁴¹ Troisièmement, ladite aile ag Intalla de Ansar al-Din (qui a changé son nom en Conseil supérieur pour l'unité de l'Azawad ou HCUA) a conclu une entente politique avec le MNLA. En 2014, le HCUA, le MNLA et un autre mouvement du Nord, le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA), ont formé un bloc-cadre appelé la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA). La CMA représentait une sorte de front ifoghas-arabe qui pourrait faire face aux défis de l'ag Gamou et de l'Imghad (voir ci-dessous) tout en négociant avec le gouvernement malien. Quatrièmement, cependant, la MNLA est demeurée particulièrement sujette aux schismes, divers membres se séparant pour former leurs propres mouvements.⁴² Les schismes au sein de la MNLA ont rapproché ag Achérif de ses collègues Ifoghas de la CMA et ont fait de la HCUA la force militaire dominante de la CMA, consacrant son statut, depuis mi-2012, comme une entreprise plus politique que militaire.⁴³

Les relations de la CMA avec ag Ghali et l'aile djihadiste d'Ansar al-Din ont été ambivalentes et opaques. Au milieu des négociations de la CMA avec le gouvernement malien, pendant et après l'Accord d'Alger de 2015, les journalistes et autres observateurs ont émis l'hypothèse que ag Ghali continue d'influencer la CMA et particulièrement le HCUA, peut-être en maintenant des contacts avec des personnalités comme Alghabass ag Intalla et le député parlementaire Ahmada ag Bibi.⁴⁴ Pourtant, les assassinats, en particulier l'assassinat du commandant CMA Salim Ould M'Begui par des djihadistes à Tombouctou en septembre 2018, pourraient faire penser que les relations entre le CMA et les djihadistes du nord sont maintenant très tendues.

⁴¹ Cheikh Diouara et John Irish, "Mali Tuaregs Seize Two Fleeing Islamist Leaders", *Reuters*, 4 février 2013, <https://www.reuters.com/article/us-mali-rebels/mali-tuaregs-seize-two-fleeing-islamist-leaders-idUSBRE91205Z2013030204>.

⁴² Un exemple en est la Coalition du peuple pour l'Azawad (CPA), dirigée par l'Ildnan Tuareg Ibrahim ag Mohamed Assaleh. Voir Ibrahim Maïga, "Armed Groups in Mali : Beyond the Labels", Institute for Security Studies, West Africa Report Issue 17, juin 2016, 5, <https://issafrika.s3.amazonaws.com/site/uploads/WestAfricaReport17.pdf>.

⁴³ Entretien avec ag Ousmane.

⁴⁴ Benjamin Roger, "Mali: l'ombre d'Iyad ag Ghali plane sur les négociations d'Alger," *Jeune Afrique*, 18 Février 2015, <https://www.jeuneafrique.com/225445/politique/mali-l-ombre-d-iyad-ag-ghali-plane-sur-les-negociations-d-alger/>.

Entre-temps, ag Gamou est resté un acteur clé de la politique nordique. En 2014, l'allié d'Ag Gamou, Fahad ag Almahmoud, a créé le Groupe d'autodéfense pour Imghad Touareg et ses alliés (GATIA).⁴⁵ Certains observateurs et détracteurs considèrent le GATIA comme une nouvelle version du mouvement ARLA des années 1990,⁴⁶ alors que d'autres font observer que le soutien du pays est moins large que celui d'ARLA et que celui-ci est davantage pro-Imghad que radicalement égalitariste.⁴⁷

Le 14 juin 2014, le GATIA et plusieurs autres mouvements ont créé un bloc politique faitier appelé la Plateforme. Celle-ci représente les milices loyalistes qui s'opposent au sécessionnisme du Nord et est parfois dépeinte comme un substitut de Bamako. Les milices de la Plateforme sont devenues, avec le gouvernement malien et la CMA, le troisième grand parti à l'Accord d'Alger 2015. Ag Gamou, qui continue de servir comme général dans les forces armées maliennes, est une figure dominante non seulement au sein du GATIA, mais aussi de la Plateforme dans son ensemble. Militairement, ag Gamou n'a pas réussi à renverser la position de la CMA à Kidal, ce qui l'a conduit à s'appuyer sur sa base de soutien de longue date à Ménaka, une région qui a maintenant été administrativement séparée de Gao.

Ag Gamou a profité de l'éclatement de la MNLA et a peut-être même favorisé une certaine fragmentation au sein de la MNLA. Il s'est allié à Moussa ag Acharatoumane, qui a créé le Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA) en septembre 2016 - un mouvement qui pourrait être décrit, en termes géographiques, comme l'ancienne aile Ménaka du MNLA. L'alliance GATIA-MSA est abordée plus loin, mais le point pertinent ici est qu'au milieu des rivalités Ifoghas-Imghad, la CMA et ag Gamou sont les deux pôles majeurs du pouvoir politique dans un Nord fragmenté. L'appui du Gouvernement (ainsi que le trafic de drogues et d'autres biens signalé) peut aider le GATIA et d'autres milices de la Plateforme à surmonter le principal défi auquel toutes les milices sont confrontées - à savoir, payer et prendre soin de leurs membres.⁴⁸

⁴⁵ "Nord du Mali: naissance d'un groupe armé opposé à l'autodétermination," RFI, 15 August 2014, <http://www.rfi.fr/afrique/20140815-nord-mali-naissance-groupe-arme-oppose-autodetermination-maa-gatia-mnla-gamou-almahmoud/>.

⁴⁶ Entretien avec ag Aharib.

⁴⁷ Entretien avec un spécialiste malien sur le nord.

⁴⁸ Entretien avec Boukary Sangaré.

La politique électorale post-rébellion à Kidal a favorisé les rivalités entre les alliés Imghad d'Ag Gamou et les Ifoghas. Lors des élections législatives de 2013, la famille Intalla et d'autres élites Ifoghas ont occupé plusieurs sièges parlementaires dans la région de Kidal : Mohamed ag Intalla (qui a succédé à son père en tant qu'aménokal en décembre 2014) a été élu député de Tin-Essako, et Ahmada ag Bibi, de l'HCUA, député de Abeibera.

Dans ces minuscules circonscriptions, leurs résultats étaient pour tous les deux de 100 % ou presque. Le cercle de Kidal, cependant, a été remporté par le politicien Imghad Ahmoudène ag Iknass, qui a obtenu plus de 67 % des voix au premier tour de l'élection.⁴⁹ Un autre signe de l'influence d'Ag Gamou à Kidal est la nomination en février 2017 de son allié Sidi Mohamed ag Ichrach, un Imghad, comme gouverneur de la région.⁵⁰ Cependant, le pouvoir militaire et administratif à Kidal repose, avant tout, sur le CMA : lorsque le Premier ministre Soumeylou Maïga a visité la ville en mars 2018 (le premier Premier ministre malien à le faire depuis la tentative ratée de Mara en 2014), et lorsque le Président Keïta y est allé en juillet 2018, ce sont la famille Intalla et le CMA qui les ont accueillis.⁵¹

Kidal se trouve donc dans une impasse relative. Les forces djihadistes d'ag Ghali ont continué à mener une insurrection redoutable depuis 2013 - officialisant la relation d'Ansar al-Din avec AQMI et une faction du MUJAO en créant une alliance djihadiste, Jama'at Nusrat al-Islam wa-l-Muslimin (JNIM, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans) en 2017, mais ces forces ne sont pas assez fortes (ou, peut-être, assez folles) pour reprendre le contrôle du territoire dans le Nord face aux opérations militaires françaises qui se poursuivent. Pendant ce temps, la CMA conserve un contrôle administratif *de facto* prononcé à Kidal et dans les zones voisines, où l'armée malienne n'a pas encore été redéployée, mais ses ambitions sont limitées par la Plateforme, par les nombreux groupes et milices rebelles très fragmentés dans le nord, et par la volonté des djihadistes du nord de saboter toute mesure significative vers une paix durable.

⁴⁹ Stephanie Pezard and Michael Shurkin, *Achieving Peace in Northern Mali: Past Agreements, Local Conflicts, and the Prospects for a Durable Settlement* (Santa Monica, CA: RAND Corporation, 2015), p. 47

⁵⁰ "Mali: Sidi Mohamed Ag Ichrach Has Arrived in Kidal to Prepare the Return of the Administration," *Sahelien*, 23 August 2017, <http://sahelien.com/en/mali-sidi-mohamed-ag-ichrach-has-arrived-in-kidal-to-prepare-the-return-of-the-administration/>.

⁵¹ See "Mali: une visite haute en symbole du Premier ministre à Kidal," RFI, 23 March 2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180323-mali-visite-haute-symbole-premier-ministre-kidal-boubeye-maiga>; and "Visite d'IBK dans le nord: pour la CMA, la mise en oeuvre de l'accord de paix traîne," RFI, 21 July 2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180721-visie-ibk-le-nord-cma-mise-oeuvre-accord-paix-traine>.

En ce qui concerne la GATIA et la Plateforme, la CMA constitue un obstacle majeur à leur influence à Kidal, tandis que les groupes djihadistes compliquent leur position. D'une part, les milices associées à la Plateforme se sont positionnées comme partenaires dans la lutte contre le terrorisme pour les gouvernements malien et français à Menaka. D'autre part, le GATIA et d'autres milices associées à la Plateforme sont désormais des cibles de choix pour les djihadistes. Entre-temps, certaines parties du réseau de la Plateforme peuvent maintenir le contact avec d'anciens éléments du MUJAO, étant donné que quelques élites basées à Gao ont flotté entre le MUJAO et d'autres milices, tant loyalistes que anti-gouvernementales.⁵² Bref, aucune force n'est suffisamment puissante pour battre les autres et les frontières entre les camps sont fluides.

On se demande aussi qui représentent réellement ces groupes armés. Il est difficile de déterminer la population de Kidal, mais le recensement de 2009 l'a estimée à près de 70 000 personnes. De plus, depuis 2012, le conflit dans le nord du pays a déplacé des milliers de personnes. Les groupes armés ont chacun au plus quelques milliers de combattants. La population civile, prise entre la violence, les machinations des élites et les déplacements, n'a pas nécessairement voix au chapitre à travers des mouvements armés qui représentent les ambitions des politiciens individuels.

Les objectifs idéologiques tels que l'indépendance, l'autonomie ou le djihadisme ne représentent pas nécessairement les préférences des gens ordinaires. En effet, le manque apparent de soutien populaire généralisé à de tels agendas contribue à prolonger l'impasse militaire où aucune force n'est assez puissante pour empêcher les autres d'agir comme des auteurs de troubles, et où aucune force n'est assez unie pour empêcher ses propres dissidents de s'échapper pour former de nouveaux mouvements rivaux.

⁵² Pour plus d'informations sur ces dynamiques, voir Andrew Lebovich, "Reconstructing Local Orders in Mali: Historical Perspectives and Future Challenges", Brookings Institution, juillet 2017, p. 18, https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2017/08/lebovich_mali.pdf.

...Le manque apparent de soutien populaire généralisé à de tels programmes contribue à prolonger l'impasse militaire, où aucune force n'est suffisamment puissante pour empêcher les autres d'agir comme des fauteurs de troubles et aucune force non plus n'est suffisamment soudée pour empêcher ses propres dissidents de se retirer pour créer de nouveaux mouvements concurrents

Cette fragmentation positionne-t-elle les djihadistes comme la puissance dominante dans la région dans les années à venir? Différents observateurs décrivent ag Ghali comme « incontournable » - indispensable – en politique à Kidal et dans tout le nord. La stratégie d'ag Ghali envisage un processus par lequel les forces djihadistes chasseront les forces étrangères et attireront le soutien populaire, devenant ainsi un pilier de la résistance au gouvernement⁵³ – et peut-être, exerçant une sorte d'autorité parallèle en l'absence d'autorité centrale de l'État. Les années qui ont suivi 2013 ont démontré que peu d'élites du Nord sont toujours disposées à adhérer ouvertement au projet djihadiste, peut-être en partie à cause de la présence française et des coûts politiques associés aux sanctions extérieures contre les djihadistes, mais ces années ont également prouvé la ténacité du djihadisme dans la région. Ag Ghali reste l'ultime trouble-fête, projetant une grande ombre sur le paysage politique et militaire fragmenté de Kidal et au-delà. Cette ombre s'étend de plus en plus à Mopti.

Djihadisme révolutionnaire et la violence interethnique dans les régions centrales

La scène politique du Nord est marquée par de violents affrontements entre des forces qui sont encore essentiellement contrôlées par des visages familiers et quelques jeunes qui entrent dans l'arène politico-militaire. La situation au centre est très différente. Bien que les contours organisationnels des forces djihadistes et des groupes de bandits dans le centre soient beaucoup plus flous qu'au nord, le centre est caractérisé par une

⁵³ “ ‘Al-Masra’ Tuhawir al-Shaykh Aba al-Fadl Iyad Aghali,” *Al-Masra* (Avril 2017), p. 4, <https://azelin.files.wordpress.com/2017/04/al-masracc84-newspaper-45.pdf>.

violence généralisée venant « du bas » dirigée vers les autorités aux niveaux du village et du district. La crise du centre est devenue un « cocktail » de violence, comme le dit un chercheur malien - un sentiment d'insécurité généralisé a touché tous les groupes ethniques et faussé l'économie régionale.⁵⁴

La rébellion de 2012 a déclenché une ruée vers des mesures préventives d'autodéfense parmi les segments des communautés ethniques peules dans la région nord de Mopti et à Gao. Faisant écho aux tendances à l'œuvre depuis la rébellion de 1990, le soulèvement dominé par les Touaregs dans le nord a fait craindre aux communautés peul et songhai d'être victimes de raids et de prédatons touaregs⁵⁵ - une crainte crédible étant donné les abus commis par le MNLA et Ansar al-Din contre les civils.⁵⁶ Ces craintes ont amené certains jeunes peuls à se joindre à la MNLA - un développement qui pourrait sembler contre-intuitif, étant donné les préoccupations des peuls au sujet de la MNLA elle-même, mais qui s'explique par le désir des jeunes peuls d'apprendre des techniques de combat et de gagner des armes en participant à la rébellion.

D'autres jeunes peuls se sont tournés vers les milices loyalistes telles que Ganda Koy et Ganda Iso, qui avaient un important recrutement de Songhais et de Peuls.⁵⁷ D'autres encore se sont ralliés au MUJAO à Gao, pas nécessairement en raison de sympathies au djihad, mais plutôt (ou simultanément) en raison du désir de protection. D'autres encore, notamment le futur leader djihadiste Amadou Kouffa, se sont rapprochés d'Ansar al-Din. Pendant ce temps, Mopti elle-même a été directement touchée par la rébellion. Les factions du Nord ont cherché à dominer les villes du nord de Mopti à partir du milieu de l'année 2012. En janvier 2013, les djihadistes (dirigés par ag Ghali et AQMI, avec la participation de Kouffa) ont progressé sur Konna et Sévaré, la ville jumelle de Mopti.

Pour Mopti, la rébellion de 2012 a été suivie de représailles de la part des forces de sécurité de l'État et des milices par procuration qui cherchaient à reprendre le contrôle. Les abus de l'État ont

⁵⁴ Entretien avec Brema Ely Dicko, Bamako, 22 janvier 2018.

⁵⁵ Entretien avec un homme politique local de la région de Mopti, Aba Cissé, Bamako, 24 janvier 2018 ; entretien avec le journaliste malien Boubacar Cissé, Bamako, 25 janvier 2018.

⁵⁶ Human Rights Watch, "Mali: War Crimes By Northern Rebels," 30 avril 2012, <https://www.hrw.org/news/2012/04/30/mali-war-crimes-northern-rebels>.

⁵⁷ Sur ces milices, voir Marc-André Boisvert, "Failing at Violence : The Longer-lasting Impact of Pro-government Militias in Northern Mali since 2012 ", *African Security* 8:4 (2015) : 272-298.

accélééré l'effondrement des autorités locales, à mesure que les conflits intra-ethniques et interethniques de la région explosaient. D'une part, ces conflits tournaient autour des pressions exercées sur les ressources entourant la terre et l'eau. Les principaux secteurs économiques de la région - l'agriculture, l'élevage et la pêche - dépendent de ces ressources, tout comme la survie humaine dans un environnement aride. Les ressources sont de plus en plus mises à rude épreuve par la croissance démographique, ainsi que par l'expansion de l'agriculture mécanisée, fondée sur l'irrigation, qui prolonge la saison des cultures et aggrave ainsi le conflit entre agriculteurs et éleveurs. En outre, les principaux agriculteurs et pêcheurs ont de plus en plus tendance à investir dans l'élevage et à s'entasser dans des secteurs qui n'étaient pas les leurs par le passé.⁵⁸

Depuis la période coloniale, et de plus en plus fréquemment depuis les années 1990, les communautés se sont battues pour ces ressources. L'héritage de la législation coloniale, qui a transformé et sapé les notions peules coutumières de gestion des pâturages en permettant aux familles d'élite de consolider le contrôle des pâturages, continue de déclencher des conflits.⁵⁹ Pendant ce temps, lorsque la violence a éclaté entre villages, notamment entre Soosobé et Sasalbé en 1993, les auteurs des violences sont restés largement impunis. De plus, de nombreux habitants de Mopti ont développé un ressentiment croissant à l'égard des « rackets » - des arrangements de collusion où les autorités locales gèrent la terre et l'eau de manière à exclure ou extorquer les pauvres.⁶⁰ Par exemple, les bergers peuls ont dénoncé les gestionnaires de pâturages héréditaires et les chefs de village qui demandent des droits élevés pour accéder aux pâturages, les fonctionnaires de l'État qui soutiennent le pouvoir des autorités villageoises et les juges qui décident des poursuites judiciaires fondées sur des paiements sous la table (ou dont le jugement est non exécuté).⁶¹ Il y a un sentiment croissant, à Mopti et ailleurs, que les éleveurs peuvent et doivent se gouverner sans supervision, ou sans subir la prédation, des autorités héréditaires locales.⁶²

⁵⁸ Entretien avec Brema Ely Dicko.

⁵⁹ Entretien avec l'historien peul Boubacar Cissé, Bamako, 25 janvier 2018.

⁶⁰ Thiam, "Centre du Mali", p. 24.

⁶¹ Entretien avec Amadou Mody Diall, ancien ambassadeur en Iran et dirigeant actuel de la société civile peul, Bamako, 9 mars 2018.

⁶² Entretien avec Boukary Sangaré.

Les anciens combattants peuls du conflit de 2012 constituaient une partie de la base des milices post-rébellion, djihadistes et nonjihadistes, de retour à Mopti.⁶³ Alors que les communautés s'arment, la violence interethnique a également augmenté, avec la victimisation croisée entre les communautés, favorisant un cycle du conflit. La violence s'est également propagée vers le sud, suscitant des craintes que non seulement Mopti et le nord de Ségou, mais même certaines parties du sud du Mali, ne soient englouties par la violence interethnique impliquant Peuls, Bambaras et d'autres groupes. Les associations de chasseurs préexistantes au sein des groupes ethniques Dogon et Bambara ont fourni le noyau des nouvelles milices d' « autodéfense ». Les Peuls, parce qu'ils sont très dispersés géographiquement et parce que certains d'entre eux sont nomades, entrent en contact et entrent en conflit avec de multiples groupes ethniques.⁶⁴ Les Peuls accusent également l'État de cibler leur communauté de manière disproportionnée sur la base du postulat que les Peuls soutiennent les groupes islamistes insurgés. Pendant ce temps, l'État est accusé de soutenir les milices ethniques, notamment Dogon, à Mopti, et ainsi d'exacerber la violence.

Au milieu de ces conflits qui se chevauchent, les djihadistes de Mopti ont joué un rôle central. Contrairement à Kidal, les djihadistes de Mopti – surnommés au départ, et à tort, dans les médias « Front de libération du Macina », mais qui sont plus exactement le « Bataillon du Macina » ou simplement les « Forces d'Amadou Kouffa » - n'ont pas attiré les politiciens de Mopti à leur bannière.⁶⁵ Même Kouffa lui-même, d'après le peu que l'on sait de sa biographie, est passé par l'école coranique, c'est un barde itinérant et un prédicateur anti-establishment, plutôt qu'un homme politique comme Iyad ag Ghali. Il convient de noter ici que la société peule est, pour simplifier considérablement les choses, hiérarchique, gérontocratique et fondée sur les castes, avec des héritages d'asservissement de groupes ethniques adjacents qui ont incorporé certains individus dans la société peule tout en leur donnant un statut inférieur.⁶⁶ Ces modèles se superposent à des systèmes hérités pour le transfert d'autorité, aussi bien pour les chefs de

⁶³ Entretien avec Boubacar Cissé.

⁶⁴ Entretien avec Boukary Sangaré.

⁶⁵ Sur la question du nom « Front de libération du Macina », voir Thiam, "Centre du Mali", 28. Cette question a également été soulevée lors de l'interview de l'auteur avec Brema Ely Dicko ; et avec Boubacar Cissé.

⁶⁶ Voir Naffet Keïta, ed., *L'Esclavage au Mali* (Paris: Harmattan, 2012).

village que pour les dirigeants religieux, ainsi que des systèmes plus récents où le contrôle des autorités centrales par l'Etat renforce le contrôle des autorités des villages hérités par rapport à l'ancienne communauté. Le mouvement de Kouffa représente, en partie, un effort pour renverser ces hiérarchies.

Ainsi, bien que les forces de Kouffa soient officiellement subordonnées à celles d'ag Ghali depuis 2017, les forces de Kouffa ont une base sociale très différente de celle d'Ansar al-Din. Le message de Kouffa est adapté aux besoins des gens ordinaires et tente de gagner leur confiance ; les médias sociaux et les plateformes telles que WhatsApp ont changé la nature du conflit, permettant aux messages enregistrés de Kouffa de circuler largement. Kouffa aurait même envoyé des gens pour soutenir sa cause lors de réunions communautaires à Mopti.⁶⁷ Kouffa a peu de partenaires, même parmi les enseignants du Coran de la région, dont beaucoup ont résisté et l'ont dénoncé⁶⁸ – mais il a beaucoup de recrues parmi les jeunes, ainsi qu'un soutien significatif des femmes qui sont prêtes à servir comme informatrices, femmes et prestataires.⁶⁹

Dans ce sens, bien que Kouffa conçoive son projet comme un projet axé sur la shari'a plutôt que comme une affaire peule interne, le djihadisme à Mopti ressemble à une révolution sociale d'en bas plutôt qu'à une partie de la compétition intra-élites, comme à Kidal. Les forces de Kouffa ont été à l'avant-garde des efforts visant à rendre Mopti ingouvernable pour les autorités locales et nationales, en particulier dans les districts administratifs de Tenenkou, Youwarou, Djenné et le district de Mopti lui-même. Ce processus s'est répandu de village en village, Kouffa activant de vastes réseaux sociaux acquis au cours de sa vie de voyage à travers Mopti. Ses forces assassinent et intimident les chefs de village et les représentants de l'État. Les maires et chefs de village qui ne fuient pas sont parfois contraints de négocier des règlements avec les djihadistes ou de faire profil bas.⁷⁰ Parfois, les djihadistes campent près des villages, négocient des trêves avec les villageois et

⁶⁷ Entretien avec Boukary Sangaré.

⁶⁸ Entretien avec un professeur de Coran de la région de Mopti, qui a demandé l'anonymat, Bamako, janvier 2018 ; entretien avec Boubacar Cissé.

⁶⁹ Entretien avec un militant de la société civile de Tombouctou, qui a demandé l'anonymat, Bamako, 22 janvier 2018.

⁷⁰ Entretien avec Aba Cissé.

appliquent de nouvelles réglementations.⁷¹ Lorsque les forces de Kouffa sont en place dans un village, elles reconfigurent la gestion des pâturages, collectent la zakat (aumône obligatoire pour les musulmans), ferment les écoles, parfois des hôpitaux, interdisent d'importantes fêtes, de grands mariages et punissent ceux qui coopèrent avec les autorités nationales.

Toutes ces perturbations des vies et des moyens d'existence affaiblissent la confiance des civils dans les autorités et semblent pousser davantage de recrues vers les unités djihadistes, les bandits et les milices ethniques. Dans une atmosphère de violence et d'incertitude, « vous ne savez plus qui est qui ».

Ces mesures attirent un certain soutien, même de la part des non-jihadistes, activant les héritages de la résistance peule aux écoles publiques coloniales et post-coloniales. Il en résulte une situation où l'Etat contrôle plus ou moins la ville de Mopti, exerce un contrôle partiel sur les centres des districts et a perdu un contrôle significatif sur les villages.⁷²

Tout au long de la crise, les réactions de l'État et de l'armée ont souvent aggravé la situation, les soldats et les autorités s'adonnant au profilage ethnique des jeunes peuls et commettant des exactions, des exécutions massives et des interventions contre-productives comme l'interdiction répétée des motos dans certaines régions de Mopti.⁷³ Les soldats créent

⁷¹ Par exemple, Yoby Guindo, leader de la société civile dogon, a décrit à l'auteur comment ce processus s'était déroulé dans son village de Gondo-Ogouro. Les djihadistes campaient près du village ; à la suite d'une bataille avec les villageois Dogon, les djihadistes ont commencé à dicter certaines conditions aux Peuls et aux Dogons, notamment la fermeture de l'école du village. Entretien, Bamako, 8 mars 2018.

⁷² Entretien avec Boubacar Sangaré. Sangaré a donné l'exemple de ce processus dans le village de Dogo, cercle de Youwarou, où le chef du village Issa Dicko a été assassiné en avril 2015. Voir aussi Youssouf Keita, « Assassinat du chef de village de Dogo (Youwarou) : Les tueurs sont des djihadistes libérés par Bamako », *Le Républicain*, 27 avril 2015, http://malijet.com/actualite_dans_les_regions_du_mali/128179-assassassinat_du_chef_de_village_les_tueurs.html. Cette section s'inspire également de l'interview de l'auteur avec Amadou Mody Diall, Bamako, 9 mars 2018. Sur les schémas du djihadisme rural en Afrique de l'Ouest en général, voir Jean-Hervé Jezequel et Vincent Foucher, "Forced Out of Towns in the Sahel, Africa's Jihadists Go Rural", International Crisis Group, 11 janvier 2017, <https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/mali/forced-out-towns-sahel-africas-djihadists-go-rural>.

⁷³ "Mali : le gouverneur de Mopti interdit la circulation en moto dans la région", RFI, 26 mars 2017, <http://www.rfi.fr/afrique/20170326-mali-gouverneur-mopti-interdit-circulation-moto-region-securite> ; "Mali : Interdiction des motos et Pick-up dans plusieurs localités du centre et du nord du pays", Studio Tamani, 3 février 2018, <https://www.studiotamani.org/index.php/politique/14434-mali-interdiction-des-motos-et-pick-up-dans-plusieurs-localites-du-centre-et-du-nord-du-pays>.

également de nouveaux « rackets », obligeant les habitants des villages peuls à payer pour ne pas être arrêtés pour des motifs terroristes. Pendant ce temps, les soldats travaillent avec les milices ethniques (en particulier les Dogons) pour identifier les djihadistes présumés et les collaborateurs djihadistes dans les villages peuls. Les soldats exacerbent ainsi les haines ethniques et alimentent un climat de récriminations mutuelles entre groupes ethniques. Toutes ces perturbations des vies et des moyens d'existence affaiblissent la confiance des civils dans les autorités et semblent pousser davantage de recrues vers les unités djihadistes, les bandits et les milices ethniques. Dans un climat de violence et d'incertitude, « vous ne savez plus qui est qui. »⁷⁴

En termes de contrôle des autorités sur les zones de conflit, les élections de 2018 ont mis en évidence la différence entre la situation à Kidal et celle de Mopti. Dans le Grand Nord, l'administration a pris des dispositions avec la CMA qui ont facilité la tenue d'élections relativement pacifiques et réussies. A Mopti, en revanche, aucune transaction n'était possible. Les journées électorales du 29 juillet et du 12 août ont été caractérisées par une intimidation et une perturbation massives du scrutin, de sorte que plus de 700 bureaux de vote à Mopti (encore une fois, surtout à Tenenkou et Mopti) n'ont pu fonctionner pendant le premier tour du scrutin.⁷⁵

L'attitude de Kouffa envers l'identité peule est complexe, et son attitude envers le Mali en tant qu'État-nation est ambivalente. Dans un enregistrement audio tristement célèbre d'août 2017, Kouffa a déclaré : « Nous sommes et nous resterons peuls...nous sommes Maliens et nous le resterons ». ⁷⁶ D'un côté, il semble que Kouffa ne cherche pas à recréer un État théocratique dans le « Macina », ni à faire sécession avec le Mali, mais plutôt à appliquer sa version du droit islamique au niveau local.⁷⁷ Mais en même temps, les chercheurs notent un désenchantement croissant, de la part des Peuls, des Touaregs et d'autres groupes ethniques, face à la version mandingue-bambara de l'unité malienne. Le mouvement de Kouffa peut être considéré comme une expression des forces culturelles

⁷⁴ Entretien avec Boubacar Sangaré.

⁷⁵ Ministère malien de l'administration territoriale et de la décentralisation, « Liste des centres et bureaux où les électeurs n'ont pas pu voter », août 2018, <https://drive.google.com/file/d/1BzzcldcMI3mYqz9VEhznNWBjCXONprp/view>.

⁷⁶ Citation tirée d'une traduction inédite de Fulfulde en français par Oumar Sow. Je suis reconnaissant à M. Sow d'avoir partagé cette traduction avec moi.

⁷⁷ Entretien avec Amadou Mody Diall.

centrifuges au Mali.⁷⁸ Kouffa recourt parfois à l'idée que les Peuls seraient des victimes de l'État, des Dogons et des Bambara, et aussi que les Peuls devraient régner à Mopti car ils y sont majoritaires.⁷⁹ Les analystes maliens n'hésitent cependant pas à ajouter que Kouffa a un attrait multiethnique et que ses forces ne peuvent être considérées comme une expression unidimensionnelle de la « radicalisation peule ».⁸⁰ Les élites peules nationales de Bamako et au-delà sont de plus en plus alarmées par l'assimilation du peul au djihadisme,⁸¹ et les objections au profilage ethnique sont maintenant un thème dans les politiques nationales. Enfin, de nombreux Maliens, y compris d'éminents politiciens peuls et du Nord, soutiennent que si une paix définitive peut être atteinte avec ag Ghali et les djihadistes du Nord, le problème djihadiste au centre va s'atténuer.⁸² Même Kouffa, dans son enregistrement d'août 2017 précité, a déclaré : « Si vous voulez un dialogue, allez parler avec Iyad ag Ghali... il est notre guide. »⁸³ Les efforts de l'élite nationale peule pour parler à Kouffa en 2017 ont réussi dans la mesure où elle a pu le contacter,⁸⁴ sans jamais engendrer un mouvement concret vers la paix.

La situation à Mopti met en exergue des dangers plus généralisés pour le Mali si la confiance des citoyens dans les autorités et les élites s'effondre complètement. Des décennies de gestion hiérarchique par le biais des autorités locales ont effectivement marginalisé des pans entiers de la population, qui ont perdu confiance dans le fait que les élections, les tribunaux et les forces de sécurité peuvent résoudre leurs problèmes ou rendre justice. Le Mali a désespérément besoin de mécanismes de véritable responsabilisation et de changement qui empruntent d'autres voies que la violence. Toutefois, le processus de paix officiel du pays n'a pas encore prévu de tels mécanismes.

⁷⁸ Entretien avec Nouhoum Salif.

⁷⁹ Entretien avec un militant de la société civile de Tombouctou.

⁸⁰ Entretien avec Boubacar Sangaré ; entretien avec Brema Ely Dicko ; entretien avec Amadou Mody Diallo.

⁸¹ Entretien avec Ali Nouhoum Diallo, ancien président de l'Assemblée nationale et dirigeant actuel de la société civile peul, Bamako, 22 janvier 2018. Voir aussi Ba-Konaré, "En Afrique, le fantasme d'une " communauté peule " radicalisée."

⁸² Entretien avec Ali Nouhoum Diallo ; entretien avec l'ancien ambassadeur du Mali en Arabie saoudite et Mahmoud Zouber, originaire de Tombouctou, Bamako, 23 janvier 2018.

⁸³ Citation tirée d'une traduction inédite de Fulfulde en français par Oumar Sow.

⁸⁴ Au cours de l'été 2017, Ali Nouhoum Diallo a pu s'entretenir avec Kouffa par le biais d'intermédiaires. Entretien avec Diallo ; entretien avec Oumar Sow, homme politique peul, Bamako, 8 mars 2018.

Deuxième partie : Les défaillances dans les cadres de paix et de stabilité existants

Un processus de paix paradoxal

En 2015, le gouvernement algérien a négocié un accord de paix entre le gouvernement malien, les anciens rebelles du Nord et les milices pro-gouvernementales du Nord. Comme on l'a vu plus haut, les anciens rebelles sécessionnistes et ex-djihadistes étaient et sont toujours représentés par un organisme-cadre appelé Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), tandis que les milices pro-unité sont appelées la Plateforme. L'accord a été largement critiqué, tant par les experts que par les Maliens, comme étant une reprise de cadres issus d'accords passés ayant échoué tels que les Accords de Tamanrasset de 1991, le Pacte national de 1992 et l'Accord d'Alger de 2006, qui ont tous promis la décentralisation et le développement pour le Nord. Comme l'a dit un rapport, « la caractéristique la plus frappante des accords passés est peut-être leur redondance », non seulement en termes de contenu, mais aussi dans le cycle de 'mauvaise foi et de mauvaise application' qui empêche un règlement définitif ». ⁸⁵ Ces anciens accords ont fait l'objet de critiques, qui leur ont surtout profité aux signataires dans le Nord et dans Bamako, plutôt qu'au peuple du Sud ou dans le Nord. ⁸⁶

Des pans de l'Accord d'Alger ont été mis en œuvre, mais parfois seulement après des retards importants. Un comité de suivi et une commission technique sur la sécurité ont été créés en 2015. Un

⁸⁵ Arthur Boutellis et Marie-Joëlle Zahar, "A Process in Search of Peace : Lessons from the Inter-Malian Agreement ", International Peace Institute, juin 2017, 6, <https://www.ipinst.org/wp-content/uploads/2017/06/IPI-Rpt-Inter-Malian-AgreementFinalRev.pdf>.

⁸⁶ Entretien avec Salif.

observateur indépendant (le Centre Carter) a été conçu en 2017. Une « Conférence de compréhension nationale » s'est tenue en mars-avril 2017 et une « Charte pour la paix, l'unité et la réconciliation nationale » a été rédigée et signée par le gouvernement par la suite, bien que sa légitimité ait été contestée par la CMA et l'opposition politique. En 2017, le législateur a approuvé un nouveau Code des collectivités territoriales ainsi qu'une nouvelle loi sur la libre administration des collectivités territoriales, mesures qui visent à accélérer la décentralisation et à accroître la représentation électorale populaire dans le nord. Les élections, cependant, aux niveaux régional, de district et municipal, ont été reportées à plusieurs reprises. Enfin, en ce qui a trait à la sécurisation du Nord, deux dispositions clés - (1) l'établissement de mécanismes de coordination opérationnelle (MOC) pour effectuer des patrouilles conjointes dans la région du Nord, et (2) la mise en place d'autorités politiques intérimaires dans les régions du Nord - ont rencontré une résistance importante de la part des djihadistes et des groupes armés non signataires.

La mise en œuvre de l'accord s'est heurtée à la méfiance entre le gouvernement et la CMA, ainsi qu'à la violence périodique entre la CMA et la Plateforme (particulièrement le GATIA). La CMA accuse le gouvernement de traîner les pieds et d'unilatéralisme, tandis que le gouvernement accuse la CMA de manque de sincérité. Dès le début du processus, la CMA a hésité à endosser l'accord ou les étapes qui le composent - par exemple, en signe de ce qui allait arriver, le gouvernement et la Plateforme ont signé l'accord en mai 2015 lors d'une cérémonie boycottée par la CMA, qui l'a signé un mois plus tard seulement sous pression internationale. La Plateforme, quant à elle, s'est plainte à maintes reprises que ses membres - et leurs alliés parmi les populations « sédentaires » du Nord (c'est à dire les populations nordiques non touaregs et non arabes) - ont été exclus de la mise en œuvre de l'accord et que l'accord favorise implicitement la RMR.⁸⁷

De plus, des affrontements périodiques entre la CMA et le GATIA démontrent (et assurent en outre) que l'accord ne tient compte que partiellement des réalités du terrain : la capacité de déclencher la

⁸⁷ C'est la principale plainte formulée lors d'une conférence de presse tenue par les milices de la Plateforme à Bamako le 23 janvier 2018, en présence de l'auteur.

violence demeure fondamentale dans la politique du Nord, et les affrontements en viennent à délimiter des zones géographiques d'influence dont l'existence est plus réelle, à certains égards, que l'accord lui-même. Par exemple, en juillet 2017, la CMA a attaqué la position du GATIA à l'extérieur de la ville de Kidal,⁸⁸ en faisant reculer le GATIA et en contribuant à sa décision de mettre l'accent sur la domination militaire à Ménaka plutôt qu'à Kidal. Au milieu de ces problèmes fondamentaux de méfiance et de violence persistante, les signataires de l'accord ont été réticents à abandonner le cadre, mais toutes les parties sont visiblement insatisfaites de celui-ci et parfois l'ignorent parfois carrément.

La structure de l'accord, quant à elle, pose deux problèmes. Premièrement, en excluant les djihadistes considérés comme hostiles à l'instauration de la paix, l'accord renforce leur motivation à saper sa mise en œuvre. La capacité des djihadistes à agir comme des auteurs de troubles a été soulignée par leur attentat suicide à la bombe de janvier 2017 visant une patrouille conjointe organisée par le MOC à Gao. Deuxièmement, en récompensant les groupes armés par un siège à la table de négociation, l'accord incite les nouveaux groupes à prendre les armes, ce qui compromet les chances de succès de son application.

Cette dynamique crée des dilemmes pour les signataires de l'accord et pour les médiateurs : au milieu d'une prolifération de groupes armés, les participants au processus de paix peuvent soit accueillir davantage de participants au processus (ce qui pourrait encourager encore plus de groupes à prendre les armes), soit exclure les groupes armés nouvellement créés, ce qui peut les encourager à agir comme auteurs de troubles. Par exemple, l'installation d'autorités provisoires à Tombouctou a été perturbée en mars 2017 par le Congrès pour la justice en Azawad (CJA), une milice alignée avec les Touareg Kel Ansar à Tombouctou.⁸⁹ En novembre 2017, la CJA et d'autres groupes armés du Nord - y compris des groupes dissidents de la CMA et de la Plateforme - ont formé un nouveau bloc-cadre, la Coordination des mouvements d'entente (CME), qui exige d'être inclus dans le processus de paix à Alger. L'Accord d'Alger demeure

⁸⁸ « Mali : affrontements entre le Gatia et la CMA dans la région de Kidal », RFI, 27 juillet 2017, <http://www.rfi.fr/afrique/20170726-mali-violation-cessez-le-feu-gatia-cma-kidal> ; et « Mali : lourd bilan des combats entre le Gatia et la CMA dans le nord du pays », RFI, 27 juillet 2017, <http://www.rfi.fr/afrique/20170727-mali-lourd-bilan-combats-entre-le-gatia-cma-nord-pays>.

⁸⁹ « Installation des autorités intérimaires au Mali : le blocage persiste à Tombouctou », 6 mars 2017, <http://www.rfi.fr/afrique/20170306-mali-installation-autorites-interimaires-tombouctou-cja-blocage-tirs>.

précieux, mais il ne peut s'attaquer à bon nombre des principaux moteurs de ces conflits à plusieurs niveaux.

Un borbier pour les forces étrangères

Au milieu des conflits maliens, les forces étrangères se sont profondément impliquées dans le conflit, essayant à la fois de le résoudre et de l'alimenter. L'intervention militaire menée par la France à partir du 11 janvier 2013 - l'opération Serval - a atteint ses objectifs premiers avec une relative facilité. Serval a immédiatement inversé l'avancée des djihadistes dans la région de Mopti et a rapidement chassé les djihadistes des villes du nord qu'ils contrôlaient, prenant Gao (27 janvier), Tombouctou (également 27 janvier) et Kidal (30 janvier). Poursuivant des bandes djihadistes dans le Grand Nord malien, Serval et les forces alliées tchadiennes ont rapidement tué d'éminents dirigeants djihadistes tels que Abd al-Hamid Abu Zayd (25 février 2013) d'AQMI. Les commentateurs ont salué la mission comme un exemple de ce que l'intervention militaire rapide contre les djihadistes pouvait accomplir.⁹⁰

Dans le sillage de la phase intensive des opérations de combat, la France a cherché à internationaliser la réponse militaire à l'effondrement du Mali. Par son siège au Conseil de sécurité de l'ONU, la France a fait pression en faveur de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), que le Conseil a créée en avril 2013. Avec plus de 15 000 personnes, la MINUSMA cherche à stabiliser le Mali, à soutenir l'extension de l'autorité de l'Etat et à construire la sécurité de manière à permettre le progrès politique. Pour sa part, l'Union européenne a mis en place la Mission de formation de l'Union européenne pour le Mali (EUTM), qui forme des unités militaires maliennes et cherche ensuite à « former les formateurs » pour impulser une transformation de l'ensemble des forces.

Entre-temps, à l'été 2014, la France a remplacé Serval par l'opération Barkhane, une unité antiterroriste à l'échelle du Sahel basée au Tchad mais ayant une base importante à Gao et une

⁹⁰ See Christopher Chivvis, *The French War on Al Qaeda in Africa* (Cambridge: Cambridge University Press, 2015).

présence ailleurs au Mali. L'opération Barkhane a remporté quelques succès dans la lutte contre le terrorisme en détruisant des camps djihadistes et en tuant des dirigeants djihadistes.

Pourtant, Barkhane, la MINUSMA et le gouvernement malien se sont rapidement heurtés à un problème auquel ont été confrontées les forces anti-djihadistes dans le nord de l'Irak, le nord-est du Nigeria et ailleurs : il est beaucoup plus facile de briser les proto-États djihadistes qui cherchent à gouverner un territoire qu'il est d'éliminer les guérilleros djihadistes basés dans les régions éloignées ou de briser les réseaux urbains clandestins.⁹¹ Après le départ de Serval, les djihadistes et leurs alliés ont frappé à travers le nord-ouest de l'Afrique, atteignant une série de cibles de haute visibilité en Algérie, au Niger, en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso entre janvier 2013 et 2016. Les djihadistes maliens ont également mené des attaques majeures dans le sud du Mali, notamment la prise d'assaut de l'hôtel Radisson Blu à Bamako en novembre 2015 par des hommes armés.

Ces dernières années, avec l'escalade de la violence dans le centre du Mali et la réorganisation des djihadistes dans le nord, les attaques djihadistes ont pris pour cible la MINUSMA et Barkhane en particulier. Au fur et à mesure que Barkhane poursuit ses projets de développement, elle a développé une certaine bonne volonté dans des endroits tels qu'Aguelhoc et Tessalit. Mais les opérations militaires ont aussi des effets négatifs de grande ampleur, notamment les dégâts causés aux pâturages et aux routes par les frappes aériennes. Dans le même temps, en dehors des capitales régionales du nord, la sécurité reste précaire en raison du banditisme généralisé et de la menace d'attaques djihadistes ; il est devenu extrêmement dangereux de voyager par la route dans le nord.⁹² Les travailleurs humanitaires sont également très vulnérables aux attaques.⁹³ La MINUSMA lutte maintenant pour remplir son mandat principal. Comme l'a fait valoir une analyse récente, « la MINUSMA est confrontée à un espace de plus en plus restreint pour la protection des civils. Tant l'environnement hostile dans lequel elle opère que sa position ambiguë en matière de lutte contre le terrorisme ont entravé ou réduit la pertinence des outils de protection habituellement à la

⁹¹ Sur l'idée des proto-États djihadistes, voir Brynjar Lia, "Understanding Djihadi Proto-States", *Perspectives on Terrorism* 9:4 (2015), <http://www.terrorismanalysts.com/pt/index.php/pot/article/view/441/html>.

⁹² Entretien avec ag Ousmane.

⁹³ Kieran Guilbert, "Aid Workers Attacked Most Often in West and Central Africa," Reuters, 18 août 2017, <https://www.reuters.com/article/us-westafrica-aid-attacks/aid-workers-attacked-most-often-in-west-and-central-africa- idUSKCN1AY217>.

disposition des missions de l'ONU ».⁹⁴

Au milieu d'un mantra occidental de « solutions africaines aux problèmes africains » et, de plus en plus, de « solutions régionales africaines », la France a cherché des partenaires autres que le gouvernement malien pour l'aider à stabiliser le Mali (et, la France l'espère, ouvrir la voie à une éventuelle réduction militaire française là-bas). Sur le plan formel et public, le nouveau partenaire de la France est la Force commune du G-5 Sahel. Le G-5 est un organe politique qui existe depuis 2014, mais sa force commune a été créée en 2017. Initialement dirigée par un commandant malien, une série de retards et de revers - notamment l'attaque djihadiste contre la base du G-5 à Sévaré, région de Mopti en juin 2018 - a conduit le bloc à remplacer l'officier malien par un commandant mauritanien et a annoncé son intention de déplacer son siège malien à Bamako.

Les partenariats antiterroristes de la France vont également au-delà des relations officielles de gouvernement à gouvernement. Début 2018, les forces françaises avaient commencé à travailler avec deux milices alignées par le gouvernement malien - le Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA) et le GATIA - dans leurs efforts pour traquer et détruire « l'Etat islamique au Grand Sahara » (EIGS). Les commandants français ont insisté sur le fait que la coopération entre Barkhane, la MSA et le GATIA repose sur la « loyauté de ces milices envers l'Etat malien, l'[acceptation] de travailler aux côtés des forces armées maliennes, [et] la conformité au cadre strict de la lutte antiterroriste, à l'exclusion de toute instrumentalisation en matière de conflits intercommunautaires. »⁹⁵

⁹⁴ Namie di Razza, "Protecting Civilians in the Context of Violent Extremism: The Dilemmas of UN Peacekeeping in Mali," International Peace Institute, octobre 2018, p. 1, https://www.ipinst.org/wp-content/uploads/2018/10/1810_-POC-in-the-Context_of_Violent-Extremism.pdf.

⁹⁵ « Face à Barkhane, un ennemi aux abois », interview du général Bruno Guibert, alors commandant de l'opération Barkhane, par Vincent Hugué, L'Express, 20 avril 2018, https://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/face-a-barkhane-un-ennemi-aux-abois_2001343.html.

Les commentateurs politiques français comparent de plus en plus les dilemmes de la France au Mali à ceux des Etats-Unis en Afghanistan : la guerre semble impossible à gagner, mais les dirigeants et les stratèges militaires affirment que le retrait conduirait à une situation pire et à l'effondrement éventuel de l'Etat central.

Pourtant, ces relations ont entraîné les forces françaises dans un terrain inconfortable alors que le MSA et le GATIA font face à des allégations de violence ethnique dans les régions frontalières du Mali et du Niger.⁹⁶ En même temps, un chef de tribu et député parlementaire de Ménaka a déclaré que la France considère le MSA et le GATIA comme essentiels pour gagner la population civile du Ménaka.⁹⁷

En ce sens, les forces et les interventions étrangères créent sans cesse au Mali des dynamiques qui les impliquent dans le conflit tout en semblant couper la possibilité d'une sortie de celui-ci. Les commentateurs politiques français (et américains) comparent parfois les dilemmes de la France au Mali aux dilemmes auxquels les Etats-Unis sont confrontés en Afghanistan : la guerre semble impossible à gagner, mais certains commentateurs affirment que le retrait conduirait à une situation pire et à l'effondrement possible de l'Etat central.⁹⁸ La présence de la France, quant à elle, nourrit les doutes sur ses intentions finales - même si les Maliens se montrent également sceptiques envers l'Algérie et entre eux.

⁹⁶ Il existe des risques plausibles d'escalade de la violence interethnique dans la région de Ménaka, sous l'impulsion de ces partenariats antiterroristes. Voir Ibrahim Yahaya Ibrahim Ibrahim et Mollie Zapata, "Regions at Risks : Preventing Mass Atrocities in Mali", United States Holocaust Memorial Museum, avril 2018, p. 21, https://www.ushmm.org/m/pdfs/Mali_Report_English_FINAL_April_2018.pdf.

⁹⁷ Entretien avec un homme politique touareg et dirigeant héréditaire Bajan ag Hamatou, Bamako, 12 mars 2018.

⁹⁸ Pour un aperçu du rôle de la France au Mali et des comparaisons des commentateurs français entre le Mali et l'Afghanistan, voir Stephanie Pezard et Michael Shurkin, "Mali Is France's Afghanistan, But With a Difference", War on the Rocks, 1er décembre 2017, <https://warontherocks.com/2017/12/mali-is-frances-afghanistan-but-with-a-difference/>.

Une atmosphère d'accusations

Un dernier obstacle à la résolution, voire à la compréhension des conflits multiformes du Mali est l'atmosphère d'accusations et de suspicion qui règne dans la capitale et ailleurs. Beaucoup de Maliens pensent (à juste titre) que leur pays est faible et pauvre, et (plus controversé, peut-être) qu'il est perpétuellement exploité par des acteurs plus puissants. Au cours de nombreuses entrevues menées principalement auprès de commentateurs de Bamako, mais aussi de personnes d'origines ethniques, régionales et sociales différentes, ce chercheur a entendu de graves allégations contre deux des plus importants interlocuteurs étrangers du Mali, l'Algérie et la France. De nombreuses personnes interrogées ont affirmé que l'Algérie a nourri et protégé le mouvement djihadiste dans le nord du Mali afin de maintenir l'accès au marché du nord du Mali et de diluer l'influence française dans la région ; en particulier, de nombreuses personnes interrogées estiment que l'Algérie protège et contrôle spécifiquement Iyad ag Ghali.⁹⁹ Cette accusation, qui reprend des théories antérieures affirmant le soutien de l'Algérie à l'expansion d'AQMI au Sahara, a été reprise dans la presse malienne et internationale et a été reprise par d'éminents analystes français.¹⁰⁰ D'autres personnes interrogées ont ajouté que l'Algérie avait parrainé la création d'Ansar al-Din au milieu de la rébellion afin d'affaiblir le MNLA, qui était favorable à l'indépendance et refusait la médiation algérienne dans le conflit.¹⁰¹ Certains politiciens touaregs, bien sûr, contestent l'idée que l'Algérie contrôle ag Ghali - l'éminent politicien Ahmada ag Bibi a demandé avec insistance pourquoi l'Algérie entretiendrait une relation clandestine avec ag Ghali alors qu'un tel arrangement pourrait mettre en danger les liens de l'Algérie avec les États-Unis et la France et ajouté que ag Ghali avait refusé une demande de rencontre du gouvernement algérien en 2012.¹⁰²

En ce qui concerne la France, de nombreuses personnes interrogées ont exprimé l'opinion que la France était à l'origine du

⁹⁹ Je rends ces entretiens anonymes pour protéger mes interlocuteurs. Entretien avec un spécialiste du nord, Bamako, 19 janvier 2018 ; entretien avec un travailleur d'une ONG touareg, Bamako, 20 janvier 2018.

¹⁰⁰ Voir, par exemple, Jean-Pierre Filiu, « Pourquoi l'Algérie protège le pire djihadiste du Sahel », *Le Monde*, 21 octobre 2018, <http://filiu.blog.lemonde.fr/2018/10/21/pourquoi-lalgerie-protege-le-pire-djihadiste-du-sahel/>.

¹⁰¹ Entretien avec un homme politique arabe malien, Bamako, mars 2018.

¹⁰² Entretien avec l'ancien haut fonctionnaire d'Ansar al-Din et actuel haut fonctionnaire de la CMA Ahmada ag Bibi, Bamako, 13 mars 2018.

conflit dans le nord du Mali et qu'elle le maintenait¹⁰³ ; de nombreuses autres ont déclaré que l'administration de Nicolas Sarkozy avait facilité la création de la MNLA, ou du moins toléré le mouvement des personnes lourdement armées qui revenaient de Libye au Nord Mali, dans un grand jeu où la France voulait contrôler et déstabiliser le Sahara afin d'exploiter ses ressources naturelles.¹⁰⁴ La position de Washington est également suspecte ; de nombreux commentateurs basés à Bamako ont été bouleversés par la visite de la CMA aux États-Unis en janvier 2018, qu'ils ont considérée comme une atteinte à la souveraineté du gouvernement malien et comme un signal du soutien tacite des États-Unis à la CMA sur la Plateforme.¹⁰⁵

Aux fins du présent rapport, le plus important est le « fait social » que ces allégations circulent largement à Bamako. Un grand nombre de Maliens se méfient de la France, la puissance occidentale la plus influente du Mali. Une telle méfiance ne peut que sous-estimer la dimension politique des efforts de la France dans la lutte contre le terrorisme et dans la recherche de solutions « régionales » au djihad dans le nord et le centre du Mali. Dans le même temps, de nombreux Maliens se méfient de l'Algérie, voisin le plus puissant du pays et médiateur de l'accord de paix de 2015. Pour ceux qui voient l'Algérie avec suspicion, le conflit dans le nord reflète les machinations des mandataires algériens plutôt que la dynamique politique interne malienne. En d'autres termes, ces accusations donnent à certains maliens le sentiment qu'il n'y a pas de « solution malienne » aux conflits maliens, car ils soupçonnent que des étrangers saboteraient tout pas productif vers la paix.

Les événements clés peuvent être interprétés à la lumière de ces allégations et de ces soupçons. Par exemple, le 14 février 2018, les forces françaises ont fait une descente dans un campement djihadiste dans la région de Tinzawaten et ont tué Malick ag Wanasnat, un proche associé d'ag Ghali.¹⁰⁶ Les personnes interrogées à Bamako se sont demandé comment les Français pouvaient traquer les djihadistes dans des zones reculées, mais ne

¹⁰³ Entretien avec un haut responsable musulman malien, Bamako, mars 2018.

¹⁰⁴ Entretien avec un haut responsable politique malien, Bamako, janvier 2018.

¹⁰⁵ Entretien avec un militant de la société civile de Tombouctou.

¹⁰⁶ Forces armées du Mali, « Lutte antiterroriste : Malick Ag Wanasnat, un fidèle d'Iyad ag Ghali abattu », 15 février 2018, http://malijet.com/actualite_dans_les_regions_du_mali/rebellion_au_nord_du_mali/204631-lutte-antiterroriste-malick-ag-wanasnat%2C-un-fid%C3%A8le-d%E2%80%99iyad-ag-gha.html.

pouvaient jamais trouver et tuer Ghali lui-même. En août 2018, les soupçons de collusion algérienne avec les djihadistes ont été renforcés alors qu'un djihadiste malien relativement en vue - le sultan Ould Badi - s'est rendu aux autorités algériennes à Tamanrasset.¹⁰⁷ Les visites des hauts fonctionnaires maliens aux pays voisins et proches, dont l'Algérie, le Maroc et la Mauritanie, peuvent aussi alimenter les soupçons populaires concernant des accords secrets présumés entre les dirigeants maliens et des étrangers.

Loin de Bamako, les groupes armés du nord s'accusent également les uns les autres d'être soumis à des agendas étrangers. Par exemple, l'ancien député Ibrahim Ag Mohamed Assaleh a rompu avec le MNLA en 2014 et - depuis Alger - a annoncé la création d'un nouveau mouvement armé. Parmi ses plaintes à l'encontre du leader du MNLA, Bilal ag Achérif, on peut citer le fait que ce dernier voulait « instrumentaliser la lutte légitime du peuple de l'Azawad au profit d'autres agendas, notamment ceux de certains États, qui ne correspondent pas aux nôtres ». Ag Mohamed Assaleh s'oppose en particulier à la relation d'Ag Mohamed Assaleh avec le Maroc qui, selon lui, pourrait impliquer le nord du Mali dans « le conflit entre Rabat et Algiers. »¹⁰⁸ Les ennemis de Ag Mohamed Assaleh dans la CMA, quant à eux, l'accusent d'être un outil pour le gouvernement du Mali.¹⁰⁹ Sur le damier de la politique régionale, qui comprend les relations alambiquées du Mali avec ses voisins, le conflit du Sahara occidental et les relations ambivalentes de chaque État sahélien et nord-africain avec la France, le conflit dans le nord du Mali suscite des récriminations et des suspicions multiformes.

L'opacité des décisions et des intentions du gouvernement algérien aggrave ces soupçons. La politique intérieure algérienne a fait l'objet d'un débat accru ces dernières années, ce qui donne à penser que l'image des dirigeants algériens en tant que cabale sombre de

¹⁰⁷ « Algérie: reddition du chef terroriste malien Sultan Ould Badi à Tamanrasset », *RFI*, 13 août 2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180813-algerie-reddition-chef-terroriste-malien-sultan-ould-badi-tamanrasset?ref=tw>. Voir également « Algérie : Les vraies raisons de la reddition de Sultan Ould Badi », *Kibaru*, 20 August 2018, <https://kibaru.ml/fr/art/vwvfm>. La reddition d'Ould Badi a été rapidement suivie de celle d'autres djihadistes. Voir « Nouvelle reddition d'un terroriste à Tamanrasset », *TSA*, 23 août 2018, <https://www.tsa-algerie.com/nouvelle-reddition-dun-terroriste-a-tamanrasset/>; et M. Rahim, « Défense: reddition d'un terroriste à Tamanrasset », *ALG24*, 6 septembre 2018, <https://www.alg24.net/defense-reddition-terroriste-tamanraset/>.

¹⁰⁸ Benjamin Roger, « Mali – Ag Mohamed Assaleh : 'J'annonce haut et fort ma dissidence du MNLA' », *Jeune Afrique*, 10 Mars 2014, <https://www.jeuneafrique.com/165075/politique/mali-ag-mohamed-assaleh-j-annonce-haut-et-fort-ma-dissidence-du-mnla/>.

¹⁰⁹ Entretien avec ag Aharib.

l'armée et du renseignement est dépassée. Néanmoins, l'incapacité présumée du Président Abdelaziz Bouteflika et les révocations périodiques des officiers supérieurs de l'armée et du renseignement rendent difficile la détermination précise de la manière dont le pays est géré, y compris en politique étrangère. En ce qui concerne le Mali, il est clair que l'Algérie a des intérêts majeurs dans l'avenir du pays.¹¹⁰ Pourtant, le gouvernement algérien semble régulièrement réticent à une coordination étroite avec d'autres parties extérieures ; par exemple, l'Algérie est le seul gouvernement de la région à avoir refusé la demande de visite de recherches et de discussions souhaitée par le Groupe d'experts des Nations Unies sur le Mali.¹¹¹ L'Algérie reste indispensable pour résoudre le conflit au Mali, mais la méfiance généralisée envers l'Algérie complique la question de savoir comment l'Algérie peut exercer un effet optimal.

¹¹⁰ Pour un aperçu de la position de l'Algérie vis-à-vis du Mali, voir Alexis Arieff, "Algeria and the Crisis in Mali", IFRI, 2012, <https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/actuellesariefffinal.pdf>; et Anouar Boukhars, "The Paranoid Neighbor: Algeria and the Conflict in Mali," Sada, 22 October 2012, <http://carnegieendowment.org/sada/?fa=49756>.

¹¹¹ Groupe d'experts des Nations Unies sur le Mali, rapport d'août 2018, p. 4, http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=%20S/2018/581.

Recommandations

Les problèmes du Mali sont profondément enracinés et interconnectés. Ces interconnexions rendent la résolution des crises d'un pays extrêmement difficile, étant donné que l'obtention d'avancées sur un problème donné peut laisser des problèmes connexes sans solution - ou, au pire, compromettre par inadvertance les progrès réalisés dans un autre domaine. On a déjà vu plus haut, par exemple, que l'Accord d'Alger encourageait involontairement la création de nouveaux groupes armés alors même qu'il visait à instaurer la paix entre les factions armées alors en place.

Néanmoins, il existe des pistes pour aborder les problèmes du Mali dans un ordre séquentiel approximatif, en utilisant l'élan de chaque étape pour progresser vers la phase suivante. Le présent document envisage un processus en trois étapes : réduire les méfaits, négocier des ententes et habiliter les citoyens.

Réduire les méfaits

1. Mettre fin au soutien occidental aux milices : la France et les autres puissances occidentales devraient cesser tout soutien financier ou militaire qu'elles apportent aux milices au Mali. Si un tel soutien aide à obtenir des succès tactiques dans la lutte contre le terrorisme à court terme, ses effets plus larges sont déstabilisants. Les milices ont concouru à une escalade de la violence, à une victimisation généralisée des civils et à une « ethnicisation » générale du conflit dans le nord et le centre du Mali.
2. Mettre fin au soutien du gouvernement malien aux milices : le gouvernement malien, si nécessaire sous la pression de ses bailleurs de fonds et souteneurs internationaux, doit cesser son assistance aux milices dans le nord et le centre du Mali. Comme on l'a vu plus haut, ces milices exacerbent la violence et, en modifiant artificiellement l'équilibre des forces sur le terrain, elles finissent par prolonger la guerre civile.

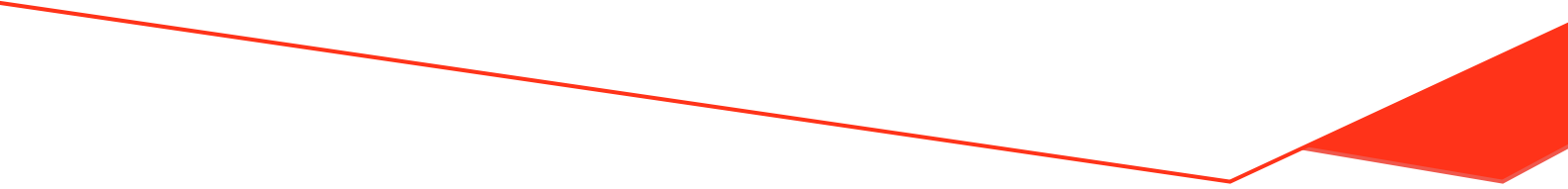
3. Mettre fin aux exactions militaires et au profilage des civils : le gouvernement malien doit intensifier ses efforts pour mettre fin aux exactions militaires contre les civils, en particulier à Mopti mais aussi dans tout le centre et le nord. Ces abus alimentent le conflit et sapent la confiance des citoyens dans le gouvernement.

Négocier des Accords

1. Donner à Kidal une autonomie provisoire tout en mettant de nouveau l'accent sur le contrôle du gouvernement dans d'autres régions du Nord. Par exemple, le gouvernement malien pourrait offrir à Kidal une autonomie politique provisoire de cinq ans, sur le modèle de la région du Kurdistan irakien. En outre, une commission de cinq membres (gouvernement malien, gouvernement algérien, gouvernement mauritanien, gouvernement nigérien et Nations Unies) pourrait être créée et chargée (i) d'aider à concevoir des structures politiques appropriées pour Kidal, en consultation avec les politiciens et les communautés locales, et ensuite (ii) du suivi de la période provisoire.
2. Lancer un appel formel au dialogue avec JNIM : Sur la base des recommandations de la Conférence malienne de 2017 sur l'entente nationale, le gouvernement malien pourrait proposer publiquement et officiellement de mener un dialogue, sans conditions préalables, avec JNIM. Le gouvernement malien devrait également offrir un accord global d'immunité légale et d'exil à vie à Iyad ag Ghali et Amadou Kouffa.

Habiliter les citoyens

1. Une feuille de route de transition à Mopti et ses environs : Mopti a besoin d'un nouvel avenir qui permette aux citoyens d'avoir une voix directe dans la gestion des affaires politiques et des ressources clés, et de le faire sur une base égalitaire. La violence généralisée de Mopti indique que les citoyens n'accepteraient pas une réaffirmation violente du pouvoir de l'État dans cette région - au contraire, les autorités nationales et internationales devraient tenter de diriger un processus ascendant par lequel les citoyens repenseraient comment

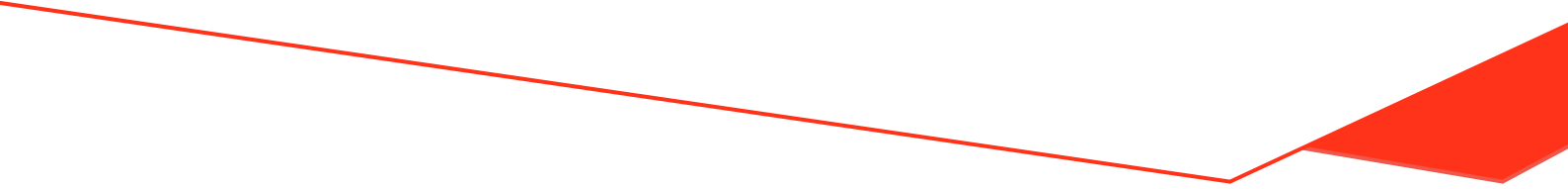


cette région va évoluer. Qu'il s'agisse d'élections municipales, d'élections de juges, de dialogues communautaires sur le partage des ressources ou d'autres mécanismes, Mopti a besoin d'une feuille de route qui permettra une plus grande égalité et une meilleure responsabilisation.

2. Pression diplomatique accrue en faveur d'une représentation populaire renforcée au niveau infranational : la diplomatie occidentale et le développement devraient insister pour que le gouvernement malien s'éloigne des gouverneurs militaires, des juges non responsables et d'autres personnalités sous-nationales non élues. Partout au Mali, les citoyens méritent d'avoir davantage leur mot à dire sur la manière dont ils sont gouvernés au niveau régional et local.

Conclusion

Au Mali, des politiciens et des commandants de milices pour la plupart irresponsables ont perpétré un *statu quo* dangereux et contre-productif caractérisé par des impasses multiformes. Alors que les élites ont été résilientes dans ces impasses, voire en ont bénéficié, les citoyens ordinaires ont souffert - à la fois de la violence et des effets économiques en cascade de la violence, des déplacements et des crises. Pour sortir de sa crise multiforme, le Mali aura besoin d'accords politiques qui permettent de sortir de ces impasses, mais les citoyens maliens auront aussi besoin d'une voix plus forte dans la gouvernance du Mali. A défaut de ces résultats, la violence djihadiste et intercommunautaire dans le centre du Mali pourrait donner un sombre avertissement sur les tendances qui pourraient se propager ailleurs dans le pays.



RLS Research Papers on Peace and Conflict Studies
in West and Central Africa
Edited by Armin Osmanovic



**ROSA
LUXEMBURG
STIFTUNG**

WEST AFRICA

Sotrac-Mermoz Villa 43 BP : 25013 | Dakar-Sénégal
Téléphone: +221 33 869 75 19 | Fax: +221 33 824 19 95 | Website: www.rosalux.sn